

N° 147 FÉVRIER 1976

A SAINT-
MALO :
QUAND LES
CORSAIRES
DEVIENNENT
CHOMEURS

LE PEUPLE BRETON

2^F
Mensuel

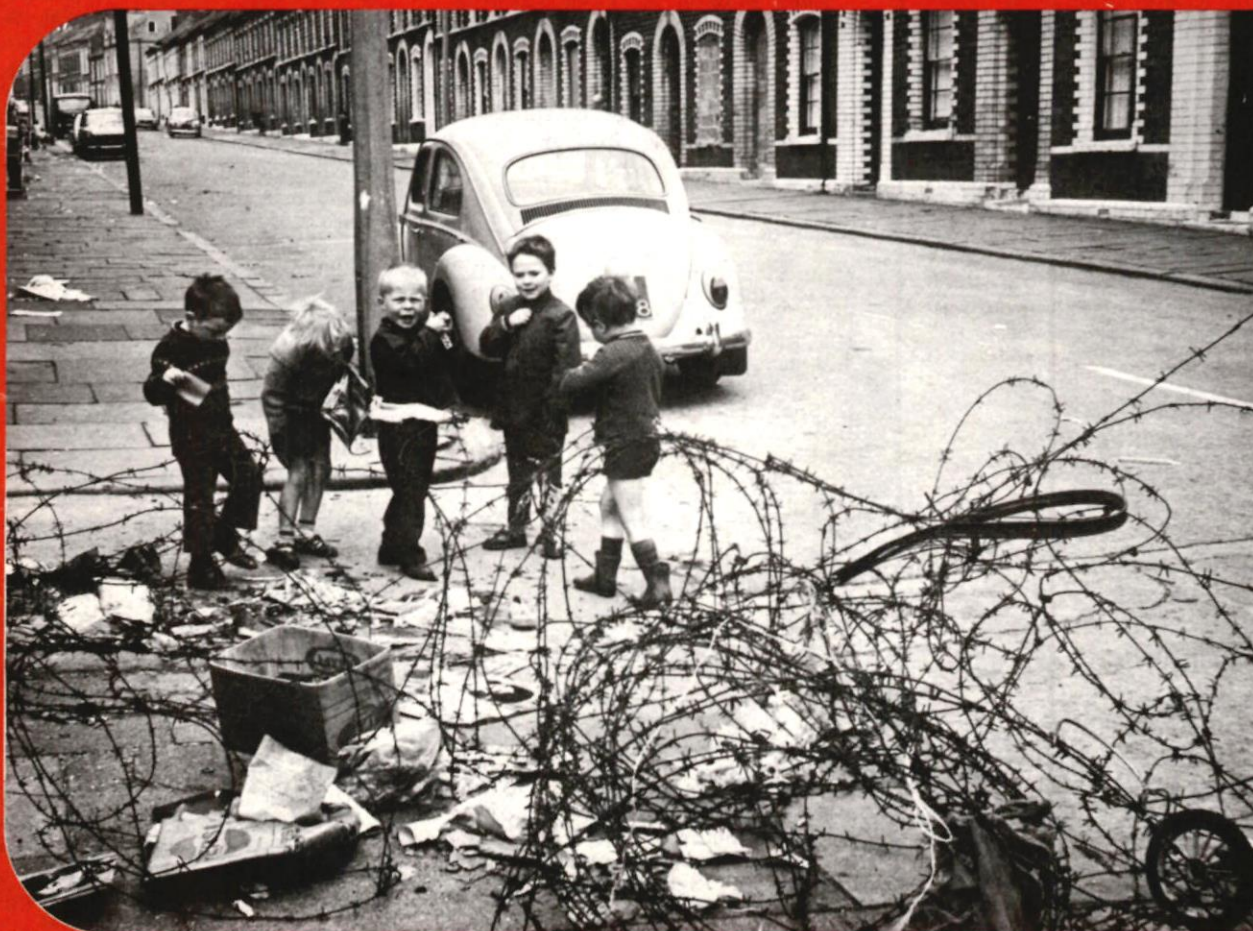
Aujourd'hui, être libre c'est être informé

GLENMOR
(page 13)

LE VOYAGE DE CHIRAC L'A UNE NOUVELLE FOIS PROUVÉ :

BRETAGNE = COLONIE

(pages 7 & 8)



IRLANDE

♦
**LA
MONTÉE
DU
SOCIALISME**

♦
(page 14, l'UDB
au congrès du
SINN FEIN)

Edito

POURQUOI L'UDB VA-T-ELLE AUX CANTONALES ?

ALORS que la Bretagne connaît à nouveau une flambée de conflits durs tels ceux de la SICNA et de la SOREF à Saint-Malo, de la SOGEMAT dans la région Lorientaise, de Donval à Rosporden (on lira dans ce numéro l'analyse que nos sections locales font de ces luttes) ; alors que Jacques Chirac vient de faire une arrogante tournée pour tenter de rassurer un peuple inquiet, mais qui n'est plus dupe et qui suit de moins en moins la politique de mendicité soumise des notables de droite, une échéance électorale approche : les 7 et 14 mars, une part des conseillers généraux seront renouvelés.

Pourquoi ces élections nous intéressent-elles ?

Nous ne pouvons rien attendre, en effet, d'un conseil général complètement déprécié, repaire de notables conservateurs et de mince envergure, ultra-favorisés par un découpage électoral sur mesure et qui accorde aux zones rurales un poids considérable par rapport aux villes, réputées plus difficiles à manipuler. Nous ne pouvons rien attendre d'une assemblée placée sous la domination du préfet, qui détermine son ordre du jour et représente le pouvoir toujours prépondérant de l'appareil de l'état central. Nous ne pouvons rien attendre d'une assemblée vieillotte, en dépit de l'apport, dans certains départements d'une minorité de gauche plus jeune ; d'une assemblée comme celle du Finistère qui vient de refuser une subvention aux « Centres Aérés Brestois », qui organisent chaque année des vacances pour les petits citadins des milieux les plus modestes, pour en accorder une, substantielle, aux très réactionnaires APEL, dont l'activité la plus évidente, hormis son soutien à Giscard, consiste à alimenter la querelle scolaire...

Pourtant, l'U.D.B. sera présente à ces élections.

Pas plus aux cantonales qu'aux législatives ou aux municipales, nous ne laisserons croire que la Bretagne peut être sauvée par des élections ; mais pas plus qu'aux législatives ou aux municipales nous ne laisserons échapper, pour imposer nos solutions, ce temps fort de l'activité politique, ces quelques semaines où l'acte politique cesse d'être pour la majorité de la population un tabou honteux. Il y a bien des exemples où le bulletin de vote fut le déclic qui détermina l'engagement politique. Négliger les élections, c'est se priver d'un outil important de propagande, c'est adopter, en définitive, une attitude élitiste.

L'U.D.B. présentera donc des candidats pour dénoncer ces notables dont la Bretagne crève, ces notables qui jouent un rôle d'écran entre les travailleurs et le pouvoir, ces notables qui tentent de canaliser le mécontentement à leur profit, ces notables qui vivent de notre sous-développement et qu'il faudra bien un jour déboulonner.

L'U.D.B. présentera des candidats pour dénoncer la fausse régionalisation de Giscard, le rôle exorbitant du préfet, et pour proposer une politique différente, supposant la reconnaissance des peuples de l'hexagone et l'acceptation de solutions spécifiques à chacun d'entre eux.

L'U.D.B. présentera des candidats jeunes, connaissant leurs dossiers et prouvant, par leur présence de chaque jour dans les luttes politiques, sociales ou culturelles, qu'ils appartiennent profondément au peuple de Bretagne.

L'U.D.B. présentera :

à Lannion	: Loïg KERVOAS
à Brest	: Fanch MORVANNOU
au Huelgoat	: Marie-Hélène MELOU
à Morlaix	: Andrew KORNET
à Rennes	: Yves ROUGER
à Guérande	: Aldrig RUSSON
à Nantes	: Alan TASSEL
à Auray	: Pierre LE GRILL
au Faouët	: Erwan EVENOU

Chaque voix qui se portera sur eux sera éminemment utile en ce sens qu'elle contribuera à la progression des solutions socialistes et bretonnes ; et au second tour, nous voterons pour le candidat de gauche le mieux placé, qu'il soit U.D.B., P.C., P.S. ou P.S.U. !



La vie de

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

UN ACTE MILITANT

Dans la France de 1976, qui se prétend ouverte aux idées et qui aime à passer auprès de l'opinion internationale pour un havre de tolérance, il n'est pas toujours facile d'exercer sa liberté politique. La sauvegarde d'un emploi passe parfois par la nécessité de taire des opinions, par l'impossibilité d'un militantisme ouvert.

Le simple fait de vendre un journal à la criée, de distribuer un tract, de prendre ouvertement une responsabilité politique — surtout si elle est de gauche et bretonne — sont de fait interdits à une part de la population extrêmement étendue, et il se pose pour de nombreux bretons désireux d'aider les idées progressistes à s'implanter dans leur pays un problème d'engagement. Qu'ils sachent qu'il existe pour eux un moyen possible nullement négligeable et nullement honteux : aider financièrement la presse libre en Bretagne !

Amis lecteurs du Peuple Breton, cette souscription est la vôtre : chacun de vos dons, aussi modeste soit-il est une pierre apportée à la construction de la liberté d'expression, à la montée de la Bretagne socialiste.

10^e liste

M. L. Stockholm	8,80 F
Y. H., Blois	20,00 F
M. L. P. Hochfelden (Bas-Rhin, 67)	5,00 F
J. V. Jaouen, St-Renan	20,00 F
Anonyme, Lorient	20,00 F
Le Goc, 93, Tremblay-les-Gonesses	40,00 F
R. Simon, Brest	80,00 F
Y. P., Lorient	20,00 F
Une famille qui espère en la BZH, 94, La Varenne	10,00 F
Samson, 94, Fontenay-s-Bois	20,00 F
M. Rault, 13 Talence	20,00 F
J. K. (Niger) « Demain viendra l'été des Bonnets Rouges »	30,00 F
P. D., Paris	8,00 F
C. C., 21 Quetigny	20,00 F
F. Le Du, 75 Paris	20,00 F
J. G., 75 Paris	10,00 F
P. L. H., Paris	20,00 F
Anonyme, Bury	10,00 F
J. P. L. B., Fougères	10,00 F
Martine U., 93 Pierrefitte	20,00 F
M.V. Espagne	55,00 F

Anonyme, Nanterre	5,00 F
J. Berlivet, Laval	20,00 F
D. B., Plonéour-Lanvern	70,00 F
vern	70,00 F
Patrick S., Paris	10,00 F
Anonyme, Quimper	20,00 F
Y. C., 47 Houilles	10,00 F
Gabriel Lhostis, 38 La Vespillière	70,00 F
A. Guillou, Bonne Année et que les difficultés financières n'éteignent pas sa voix en 1976, Madagascar	50,00 F
R. T., Lorient	10,00 F
G. Grégoire, Quimper	70,00 F
A. C., Rennes	20,00 F
M. S. Daoulas	20,00 F
Kasdei, musiciens	10,00 F
A. L. L., Choisy-Le-Roy	10,00 F
78	10,00 F
Anonyme, Gradignan	10,00 F
33	10,00 F
J. F. R., Charenton 94	70,00 F
P. T., 91 Videlles	70,00 F
R. L. G., 14 Hérouville	10,00 F
Ch. D., 44 Orvault	20,00 F
André Le Foll, 95 Argenteuil	10,00 F
Robert Rollet, 06 La Roquette-sur-Siagne	70,00 F
Bernard Le Fol, Alger	30,00 F
J. P., Lavanant, Plabennec	20,00 F
Total de la 10^e liste	1 121,80 F
Report de la 9^e liste	6 498,80 F
Total	7 620,60 F

Lorient

- Soutien aux travailleurs de la SOGEMAT ;
- Distribution d'un tract commun tiré à 20 000 exemplaires (4 000 pour l'U.D.B.) ;
- Communiqué dans la presse sur la venue de Chirac et la SOGEMAT ;
- Plusieurs collages d'affiches dans le secteur et distribution de 8 000 tracts U.D.B. pour la venue de Monsieur Chirac ;
- Création d'un nouveau point de vente à la criée au Centre commercial du Ter en plus des ventes habituelles ;
- Collaboration à la confection du Peuple Breton : pour l'illustration et la correction ;
- Préparation de la soirée de solidarité aux peuples de la Péninsule Ibérique ;
- Préparation d'une réunion publique ;
- et pour couronner le tout,
- la participation habituelle de plusieurs camarades aux tâches du service des Affaires Intérieures dont la responsable est à Lorient. Ce service est chargé de la confection et de la diffusion de DEUX journaux internes, des adhésions et de l'organisation du parti.

Décidément en ce début d'année 1976, la section qui augmente pourtant en militants a de quoi occuper encore tous ceux qui n'ont pas rejoint notre combat. Il y en a pour tous les goûts, avis aux sympathisants !

L'Union démocratique bretonne

Quimper

Après le succès des Bonnets Rouges à Quimper l'action se poursuit. Ainsi le 20 février prochain, une réunion publique aura lieu à 20 h 30, salle numéro 3, à Toul-al-Laër, avec Fañch Morvanou, du bureau politique de l'UDB. A Quimper, en 1976, les Bonnets Rouges, ça continue !

PERMANENCE à Athis - Mons

La section U.D.B. de Paris-Est tient désormais une permanence à ATHIS-MONS (91), 52, rue R. Schumann (à 10 mn environ de la gare), chaque samedi, de 15 h à 17 h.

Landerneau

Nos camarades de Landerneau ont, en commun avec les partis politiques de gauche (P.C., P.S., P.S.U.) et les syndicats (F.E.N., C.G.T., C.F.D.T.) protesté contre la politique du maire de Landerneau qui interdit la salle municipale aux partis.

Dans le tract distribué en ville on a pu lire :

Quand de nombreux jeunes de notre ville sont en chômage (conséquences de la politique d'austérité du pouvoir actuel), quand les familles ont de plus en plus de mal à vivre,

- Le Maire de Landerneau veut empêcher les Partis de gauche de fournir des explications claires sur les responsables de cette crise,
- Le Maire de Landerneau veut empêcher les Partis de gauche de proposer aux travailleurs des solutions qui permettraient au pays de sortir de la crise,
- Le Maire de Landerneau veut freiner la mobilisation des travailleurs victimes directes de la politique du pouvoir actuel.

L'UDB dans la pratique internationale

Invités par l'Union Démocratique Bretonne, un camarade galicien de l'Union du Peuple Galicien (U.P.G.) et un camarade catalan du Parti Socialiste de Libération Nationale ont fait un tro-Breizh du 18 au 23 janvier.

Membres des Assemblées de Galice et de Catalogne, ils ont pu, lors des quatre spectacles-meetings organisés à Nantes, Lorient, Concarneau et Brest, expliquer la situation des peuples d'Espagne, deux mois après la mort de Franco.



Cliché Le Peuple Breton / JLF

Le groupe ERIN GO BREIZH lors du meeting de Brest.

Brest : un journal local



Les Bonnets rouges

Après celles de Vannes et de Carhaix, les sections brestoises de l'U.D.B. ont maintenant leur journal local : « les Bonnets-Rouges » (c'est naturel...). Modestement photocopiés ses deux premiers numéros sont sortis en décembre et en janvier, juste avant la venue de Chirac. Les militants brestois distribuent « les Bonnets-Rouges » à l'entrée des usines, dans les boîtes à lettres, contribuant à faire pénétrer dans les populations des analyses qui sont de plus en plus reprises, jusque dans les manifestations ou même dans les discours officiels. N'en déplaise à certains, les idées de l'U.D.B. sont de plus en plus « crédibles », et ce nouveau journal local contribuera à accélérer ce mouvement de sympathie.

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 20 F

De soutien : à partir de 30 F

Étranger : 30 F

Étranger (par avion) : 45 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 1,20 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

Des centaines de militants sont en prison, des forces de répression quadrillent le pays, les droits les plus élémentaires sont bafoués.

Des militants galiciens, basques, catalans attendent toujours leur jugement. Aucun de ceux-ci n'a été touché par les mesures d'amnistie du roi, et le gouvernement espagnol refuse tout dialogue avec les organisations galiciennes, basques et catalanes, comme d'ailleurs avec les organisations syndicales et politiques du peuple espagnol.

Face à cette situation, les organisations de Galice, Pays basque et Catalogne EXIGENT IMMEDIATEMENT :

- 1) l'amnistie totale des emprisonnés et exilés ;
- 2) la dissolution des forces répressives ;
- 3) la conquête des libertés syndicales et politiques ;
- 4) la reconnaissance des Assemblées populaires et la création de gouvernements provisoires dans chacune des nations de l'état espagnol ;
- 5) le respect des droits des peuples galicien, basque et catalan à prendre en main leur avenir.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHESION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

Saint-Malo

QUAND LES CORSAIRES DEVIENNENT CHÔMEURS

Saint-Malo s'enfonce... Pour 15628 salariés, selon l'ASSEDIC, 2291 demandes d'emploi ne sont pas satisfaites. Ce taux de chômage de 14,7 % est de loin supérieur à celui de la Bretagne (8,2 %) et atteint une valeur plus grande que ce qu'on a évalué dans les périodes de crise mondiale aiguë comme celle de 1929 ! Son augmentation en un an a été de 41,3 %. A la SOREF, on se bat pour éviter la disparition de l'une des rares entreprises de Bretagne où les emplois qualifiés sont les plus nombreux. L'un de ses responsables syndicaux en parle, dans l'article ci-dessous. A la S. I. C. C. N. A., aucune solution définitive n'est encore intervenue permettant de sauvegarder les 450 emplois menacés dans cette usine qui est à la fois viable, et vitale pour la région malouine. Et pourtant, les

personnalités locales ou gouvernementales n'ont pas lésiné sur les promesses, depuis mars 1975 : qu'en en juge :

— Neveu (directeur de la SICCNA) le 22 mars : Soyez tranquilles, les bruits de dépôt de bilan ne sont pas sérieux.

— Bourges le 22 mars : Ne vous inquiétez pas le problème de la SICCNA sera réglé rapidement.

— Chapon (Marine marchande) : La SICCNA doit rapidement reprendre son activité normale.

— Cavaillé (Secrétaire d'Etat aux transports) : Le travail reprendra début septembre.

— Planchet, maire de Saint-Malo : Je réunirai une table ronde.

— Le Préfet : On commencera à voir clair le 8 octobre.

Les travailleurs ne se laissent pas bernier par de telles affir-



Photo M.P.B.

mations et ils occupent toujours le « Magellan » dans le bassin Vauban. En arrière-plan, le port de plaisance offre une toile de fond insolente : les notables jouent à fond la carte du tourisme de luxe et Saint-Malo, comme toute la Bretagne démontre que le décor de carton-pâte dressé pendant les deux mois d'été, n'est qu'un écran pour dissimuler nos problèmes et éviter de les résoudre. La conscience de cet antagonisme

tourisme-développement se répand d'ailleurs rapidement et la C.F.D.T. locale tire la sonnette d'alarme : 600 jeunes quittent chaque année Saint-Malo en quête d'un emploi. Le choix d'un développement industriel, qui n'est pas incompatible avec un tourisme populaire et intelligent s'oppose à un tourisme de luxe accapareur et finalement ruineux.

Section des pays de Rance.

SOREF : SAUVER LES EMPLOIS

P.B. : Peux-tu nous présenter la SOREF ?

La SOREF est un groupe de neuf sociétés travaillant dans deux secteurs principaux : l'informatique et l'aéronautique. Le secteur informatique comprend trois activités : élaboration des programmes, saisie de l'information, et exploitation. Dans le secteur aéronautique on distingue : — la réparation, l'entretien et les visites périodiques des avions, — l'affrètement, — la vente d'avions en tant que concessionnaire exclusif de certaines marques.

Le tout est coiffé par une structure juridique et administrative très importante (23 personnes).

P.B. : Les notables Malouins se sont félicités en 1968, du succès de leur action « tenace mais raisonnée » lors de la création de la SOREF. Or il y a à l'heure actuelle des problèmes graves. Qu'en est-il ?

La SOREF est en liquidation depuis le 19 décembre 1975. 158 travailleurs sont au chômage (jugement du Tribunal de Rennes). Est-ce la fin d'un mythe en Bretagne ? Celui de la possibilité d'implantation d'activités tertiaires de haut niveau « non polluantes » et ayant une assise financière et commerciale assez solide pour résister à d'autres groupes. Nous espérons que non !

P.B. : C'est en effet une des nombreuses « vocations » officielles de la Bretagne. Que s'est-il passé ?

Il faut dans un premier temps rappeler le développement d'une politique informatique française : plan calcul, délégation à l'informatique. C'était une bonne chose mais malheureusement marchés et subventions étaient distribués de préférence aux petits copains sans aucun contrôle sérieux sur l'utilisation des fonds publics souvent dilapidés.

P.B. : La SOREF en bénéficia largement ?

Oui, mais en 1974, suite aux élections présidentielles les hommes changent, la délégation à l'informatique est sup-

primée.

L'informatique française est abandonnée. C.I.I. qui fabrique des ordinateurs est par exemple bradée à HONEYWELL BULL (société essentiellement américaine). Bien que conservant des appuis dans les milieux ministériels la SOREF souffre du changement de politique du gouvernement.

P.B. : De ce moment date le début des problèmes ?

Le début des problèmes date de fin 1974. Les premières difficultés financières apparaissent pour le règlement du 13^e mois, seul un acompte est versé. En effet un marché très important avec l'ordre des experts comptables avait été obtenu grâce à la délégation à l'informatique, les investissements devaient être financés pour moitié par la délégation et pour moitié par l'ordre des experts comptables. SOREF a réalisé le travail et installé un centre-pilote à Mulhouse. Le produit-programme a été expertisé et jugé conforme aux besoins.

Cependant l'ordre des experts-comptables, suite à des dissensions internes et l'action de la concurrence a refusé de payer sa quote-part. L'administration elle, a payé sa part (4 M. francs) mais en pure perte puisque le centre de Mulhouse a dû être fermé et que le produit réalisé pour une utilisation massive n'est en fait pratiquement pas utilisé à ce jour. Ces faits accentuent les difficultés de l'entreprise.

En juin 1975 SOREF obtient un crédit CAPI qui donne un sursis et permet de résorber les retards de salaire. Mais il ne s'agit que d'un sursis, dès septembre les retards de salaire recommencent et ne vont qu'en s'aggravant jusqu'à atteindre 2 mois.

La situation devient alors suffisamment critique pour que le Tribunal de Commerce de Rennes se saisisse de lui-même de l'affaire SOREF : une enquête est ordonnée. Elle débouche le 21 octobre 75 sur un jugement de suspension provisoire des poursuites. Il faut noter que ce jugement relativement favorable a été obtenu grâce au soutien écrit du Ministère de l'Industrie et du fait de l'espoir que suscite la vente

d'un produit-programme d'une valeur de 6 M. de francs réalisé pour la CRAMA de Rennes. Mais cette opération va échouer du fait d'un revirement inattendu dans l'attitude des dirigeants de la Mutualité Agricole et d'un contentieux important entre la CRAMA de Rennes et SOREF. Tout cela se termine le 19 décembre par le jugement de liquidation des biens de toutes les sociétés du groupe SOREF.

P.B. : Où sont les responsabilités ?

Elles se situent d'abord du côté des pouvoirs publics qui ont soutenu la création et le développement de SOREF par des subventions et des marchés. Et à ce jour c'est un échec.

P.B. : Pourquoi ?

Sans doute du fait que les pouvoirs publics ont soutenu des actions industrielles peu contrôlées (notamment quant à l'utilisation des fonds publics) sans jamais s'assurer que la société que l'on subventionnait ainsi indirectement était elle-même suffisamment solide et sûre pour mener à bien l'action subventionnée.

P.B. : Et la responsabilité des dirigeants ?

Elle est importante.

Une gestion critiquable :

- a) Mauvais choix politiques : ambitions nationales avant d'être régionales, poussées en cela par le miroir aux alouettes de la politique gouvernementale.
- b) Un contrôle d'exécution tatillon pour certains (les travailleurs du bas de l'échelle par exemple !) des libéralités inexplicables dans d'autres (bureau commercial de Paris : 300 millions d'AF de déficit).
- c) Une infrastructure démesurée par rapport à l'importance réelle :
 - trop de sociétés (9)
 - trop de directeurs (20)

d) manipulations financières très onéreuses, ex. : création d'une société holding inutile (coût de l'opération : 10 millions d'AF).

e) Politique commerciale basée uniquement sur des « bonnes relations » politico-ministérielles.

f) Investissements importants (de l'ordre souvent du milliard d'AF) dans des affaires n'offrant aucunes garanties sérieuses pour la SOREF (ex. : Ordre des Experts-Comptables, CRAMA dont j'ai déjà parlé).

P.B. : Quelles sont les formes de lutte ?

Pour le personnel de SOREF la priorité est de maintenir la valeur de l'entreprise notamment en gardant la clientèle et les marchés en cours. Pour ce faire le personnel a décidé de continuer le service et il a pris contact avec tous les clients pour leur demander de garder leur confiance en SOREF.

Cette action se révèle payante puisque tous nos clients sont restés et continuent à nous confier leurs travaux. Parallèlement le personnel effectue des démarches auprès des pouvoirs publics et des responsables locaux pour qu'une solution soit rapidement trouvée et permette une réembauche globale du personnel, tracts, articles dans les journaux, manifestations.

Pour conclure, les pouvoirs publics doivent trouver une solution GLOBALE, maintenant tous les emplois.

Outre son intérêt propre le personnel est conscient qu'il s'agit là également d'une nécessité vitale pour la région malouine, pays de chômeurs, pays qui veut vivre, pays qui, comme le reste de la Bretagne, doit connaître une expansion autre que touristique.

SOREF doit vivre !

AN OSTALERI
BAR — SOIRÉES CABARET
Tél. : 86.20.08 - 29150 DINEOL

BREIZH-BAR
Crêperie
PLOUDALMEZEAU

Syndicalisme

LES MÉDECINS DE GAUCHE, ÇA EXISTE !

Peut-on être médecin, de gauche, et de plus l'affirmer ouvertement ? Oui, ont répondu des médecins de Bretagne, qui se sont rencontrés dernièrement et se sont arrivés à l'accord suivant dont on conçoit qu'il s'inscrive assez difficilement dans le cadre de la société libérale avancée.

Leurs buts :

- dénoncer et refuser toute forme de publicité pharmaceutique, qui vise à la recherche du profit, en exigeant une information et une recherche médicales indépendantes de l'industrie et répondant aux besoins réels des usagers ;

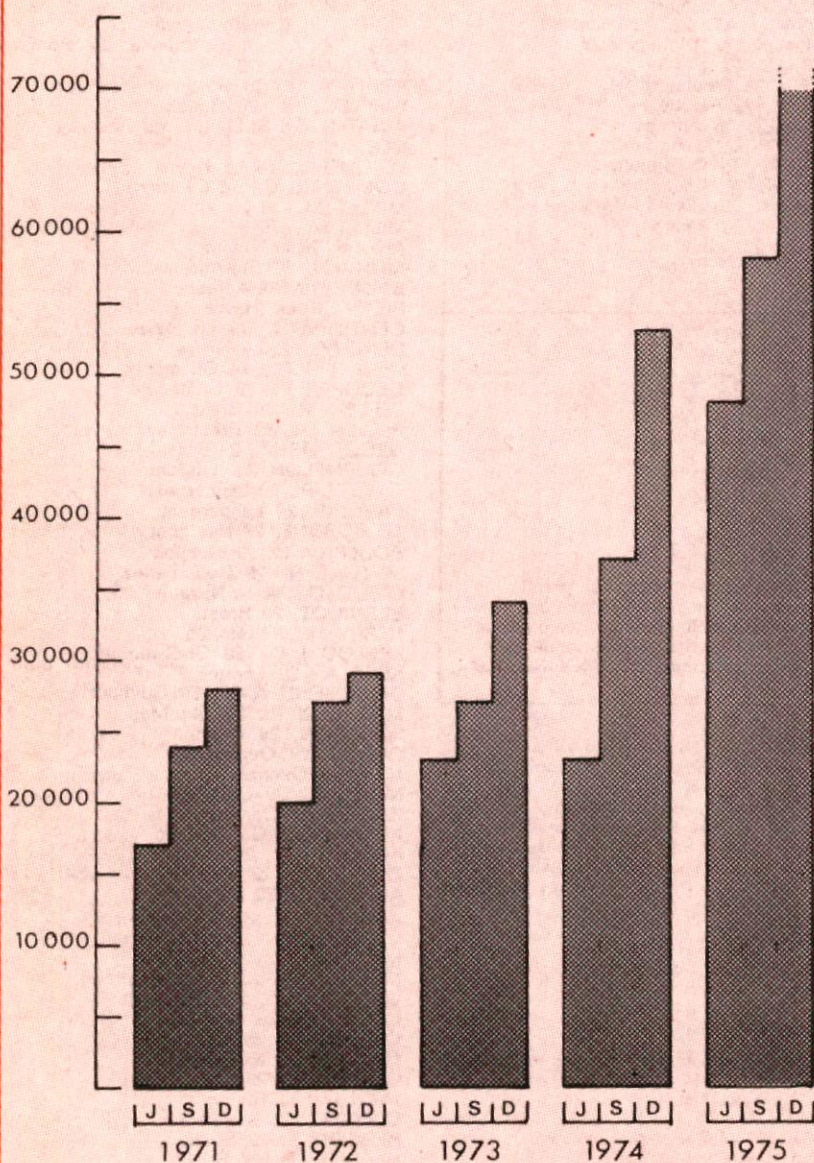
- condamner le contrôle patronal des arrêts de travail (Sécurex, Centre de "Prévoyance" Sociale...), et soutenir les organisations ouvrières syndicales dans cette lutte ;

- reconnaître que les arrêts de travail sont bien souvent la conséquence des conditions de vie et de travail, qu'ils peuvent être tout à fait justifiés même en l'absence de signes évidents de maladie, les médecins présents considérant qu'ils n'ont pas à être juges en la matière ;

- demander la suppression de l'Ordre des Médecins, juridiction parallèle corporatiste, les médecins délictueux devant comparaître devant les mêmes tribunaux que leurs concitoyens ;

- affirmer que la gratuité de la médecine, et le remplacement du paiement à l'acte par une rémunération "à la fonction" des médecins paraissent les seules solutions aux problèmes posés par le renouvellement de la Convention Nationale avec la Sécurité Sociale.

CHIFFRES POUR UN COMBAT



Evolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi dans les 5 départements bretons de 1971 à 1975 (Chiffres INSEE et Ministère du Travail).

J = juin ; S = septembre ; D = décembre.

LORIENT SOGEMAT

LES PIRATES A L'ŒUVRE LES TRAVAILLEURS AU CHOMAGE

Le Peuple Breton a déjà eu — hélas — l'occasion de faire connaître à ses lecteurs l'évolution de l'ancienne entreprise « France Elevage ». En quelques années cette usine a connu en effet une série remarquable de changements de propriétaires, de menaces de fermeture, etc... Depuis le 19 décembre, ses employés sont licenciés officiellement, et fin janvier, ils n'avaient aucun espoir sérieux de reprise.

**FRANCE ELEVAGE
ET SON P.D.G. U.D.R.... TRES MOBILE**

Pour contribuer à éponger le manque d'emplois dû à la fermeture des Forges d'Hennebont, Marcellin a fait appel à un ami député U.D.R., Modiano. Celui-ci crée « France Elevage » qui devait trouver auprès des éleveurs et des coopératives bretonnes un débouché pour ses déshydratateurs. Malheureusement les prévisions étaient nettement trop optimistes en tenant compte de l'importance des investissements. Le P.D.G. se retrouve dans une telle situation que certains responsables de l'U.D.R. lui conseillent de quitter la France pendant quelque temps en attendant des jours meilleurs...

par la SOGEMAT, filiale de la SOGEM, qui possède quelques usines en France. En fait la SOGEMAT apparaît comme une combinaison fantomatique qui permet une forme de gangstérisme légal. Par exemple certaines pièces fabriquées par la SOGEMAT sont vendues à la SOGEM 3,5 millions d'AF et revendues 15 millions d'AF par la SOGEM ! Personne ne s'étonne de voir dans ces conditions la SOGEMAT s'écrouler rapidement, au profit de la SOGEM.

De telles combinaisons réalisées sur le dos des travailleurs de la SOGEMAT (dont 44 anciens des Forges d'Hennebont) montrent une fois de plus les méfaits de la jungle capitaliste où tous les coups sont permis...

LA LUTTE CONTINUE

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont décidé d'occuper l'usine depuis la fin décembre. Ils ont déjà organisé une marche sur Lorient qui a réuni environ 3 000 personnes, avec les élus de gauche du secteur. Quelques visites en cortège aux élus réactionnaires (Thomas, conseiller général et le député) Le Cabellec, ex-suppléant de l'huel) ont contribué à populariser les problèmes



Une fête amère : le réveillon de Noël dans l'usine occupée.

2^e ETAPE : LEROUX ET LOTZ

Après une première déconfiture où sa responsabilité se trouve engagée, Marcellin intervient encore pour dénicher cette fois un patron de choc de la région nantaise, Leroux. Une bonne dose de subventions permet au nouveau P.D.G. une succession confortable. Mais, malgré une apparente réussite sur un temps assez court — Leroux décroche des commandes — il décide de « laisser tomber » rapidement et réalise une revente avantageuse de l'usine, sans se préoccuper longuement du sort de ses employés.

LA SOGEMAT

L'ancienne usine est alors reprise

Joël Guégan

de la SOGEMAT, ainsi qu'une journée « portes ouvertes » préparée par des distributions de tracts sur tous les marchés environnants. D'autres initiatives sont encore étudiées en relation avec le comité de soutien dont fait partie l'U.D.B....

Dans le contexte actuel de la région de Lorient (fermetures de nombreuses entreprises), tout doit être fait pour imposer la reprise du travail dans une usine équipée d'une manière moderne... même si les employés sont invités à se disperser). Les travailleurs de la région de Lorient ont déjà montré leur conscience du rapport de forces. Pourquoi pas cette fois-ci ?

RELAI CHAMPENOIS
chez henry
5, rue Colbert - 56100 LORIENT
GUINNESS PRESSION
Ouvert jusqu'à 2 h du matin

HOTEL RESTAURANT * A
A LA TOUR D'AUVERGNE
CENTRE **Raphalen** VILLE
29 S PONT-L'ABBÉ - Tél. 87.00.47

LA SOLIDARITÉ BRETONNE

QUATRE mois presque après la rafle de l'automne, neuf Bretons sont encore en prison à Paris en attendant une instruction qui, pour six d'entre eux du moins, n'avance guère. Sans doute le dossier est-il si maigre, voire inexistant, qu'un procès est difficile et qu'un pourrissage de l'affaire semble préférable au gouvernement. Il n'empêche que des hommes, et leurs familles font les frais d'une telle tactique.

La condamnation politique de la

violence pratiquée actuellement par le F.L.B. ne peut faire oublier que le gouvernement, par sa politique de ruine de notre pays, en est le premier responsable. Elle ne peut non plus nous faire oublier que des militants sont emprisonnés sans preuves.

Amis lecteurs du « Peuple Breton », en signant la pétition publique, en la faisant signer à vos voisins, à vos camarades de travail (1), en participant à la solidarité financière, vous contribuerez,

avec des milliers d'autres, à l'échec de la politique répressive du pouvoir.

Vous savez que l'U.D.B. a décidé de collecter de l'argent pour aider les familles de quatre des détenus et pour assurer leur défense. Ce « choix » de quatre militants n'est nullement politique, mais correspond simplement à des critères humains. Pierre Loquet est artisan, père de deux enfants. Gérard Coriton aidait sa famille avant son incarcération. Lalluyaux est

père de cinq enfants et le quatrième inculpé est docker à Lorient.

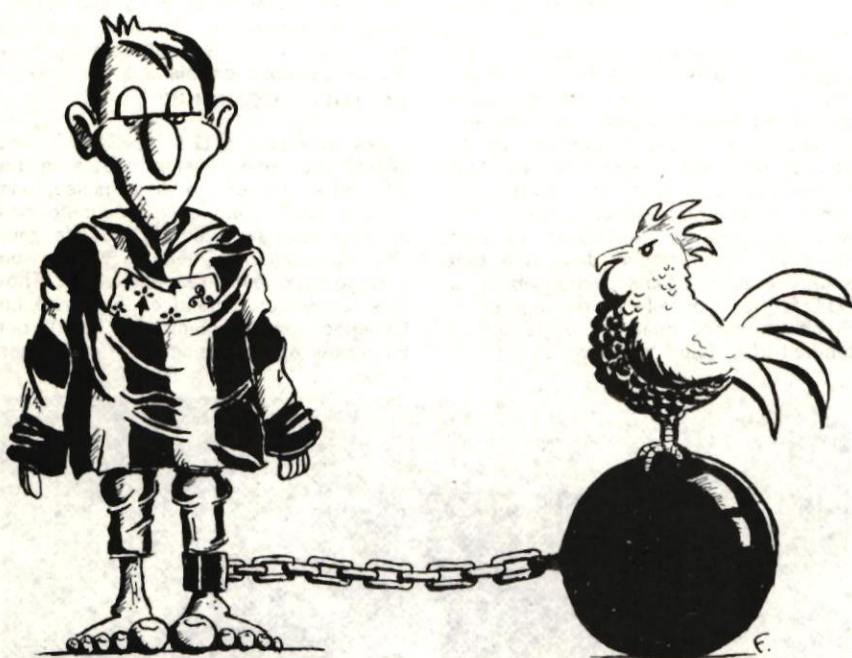
C'est près d'un demi-million ancien qui a été collecté par le biais de notre journal et qui a été versé anonymement à l'organisme humanitaire « Skoazell-Vreizh », qui nous prie, au nom des emprisonnés, de vous en remercier.

(1) Pétitions, chèques, lettres aux détenus, sont à adresser au Peuple Breton, B.P. 304, 29273 Brest-Cédex. Nous tenons également à votre disposition des feuilles de pétitions.

3^e LISTE

Nous, soussignés, demandons solennellement :

- la libération immédiate de tous les Bretons actuellement emprisonnés pour des motifs politiques ;
- la fin immédiate des procédures judiciaires exceptionnelles actuellement en cours.



DELAUNAY J., 38 St-Martin d'Hères
ADELH D., 38 St-Martin d'Hères
ROBERT C., 38 St-Martin d'Hères
DELARCHE M., 38 Grenoble
COPIN G., 68 St-Martin d'Hères
LA COTE C., 38 St-Martin d'Hères
LE BEAU C., 38 St-Martin d'Hères
PRISER L., 38 Meylan
GIRAUD F., 38 Grenoble
LE PELTIER H., 38 St-Martin d'Hères
MERY C., 38 St-Martin d'Hères
HERVE E., 38 Grenoble
HERVE P., 38 Grenoble
HAMON Y., 38 St-Ismier
CAEROU J.-C., 38 Grenoble
LETY M., 38 Grenoble
BOCHER D., 38 St-Martin d'Hères
ROYANT R., 38 Grenoble
JOLU C., 38 St-Martin d'Hères
LE BAIL J., 38 Grenoble
LE ROUZIC Y., 38 La Tronche
LA BET B., 38 Meylan
PENNEC P., 38
LAUNAY M., 38 Grenoble
POULIQUEN, 38 Grenoble
TREHU, 38 Grenoble
ROBERT J., 38 Grenoble
POULAIN C., 38 Grenoble
BIRON B., 38 Grenoble
MORIN J.-R., 38 Grenoble
VERDIER G., 38 Seyssinet
AUFFRET, 38 St-Martin d'Hères
AUDIC F., 23 Guéret
MAURI EL JAI FOUAD, 87 Limoges
RABIER A., 87 Limoges
MARTIGNAC F., 87 Limoges
GREGOIRE D., 87 Limoges
GREGOIRE V., 87 Limoges
GUYONNET J.-C., 87 Limoges
GROLIER A., 85 La Roche/Yon
LE BIHAN J.-P., 85 La Roche/Yon
FONTANET C., 85 La Roche/Yon
BIRAULT R., 85 La Roche/Yon
LAFFAILLE L., 85 La Roche/Yon
MORICEAU, 85 La Roche/Yon
BILAUD M., 85 La Roche/Yon
FERRE L., 35 Rennes
BOUILLEAUX E., 85 La Roche/Yon
RICHEROLLES G., 85 La Roche/Yon
BAIZE, 85 La Roche/Yon
QUINTARD, 85 La Roche/Yon
PINCEMY C., 85 La Roche/Yon

DE LA IGLESIA, 85 La Roche/Yon
FRANCHANT, 85 Les Sables d'Olonne
BOLLAERT, 59 Tourcoing
BOSSE, 59 Tourcoing
BOLLAERT M.-F., 59 Tourcoing
FOURE F., 59 Tourcoing
STEU, 59 Tourcoing
VENS, 59 Lille
EVERT, 59 Lille
NOTET, 59 Loos
LE CLERCQ, 59 Marcq
PAMT, 59
WINOCO, 59
PORVERT, 59 Tourcoing
ALLOUARN Alan, 35 Rennes
YOUENOU-DE BEAUVAIS Anna, 35 Rennes
MANDON Dominique, 35 Rennes
ROY Pierre, 35 Rennes
OLIER Yechan, 35 Rennes
CHEREL Jean, 35 Rennes
CUDENEC M., 13 Arles
LE GAC B., 13 Arles
LE GAC A., 13 Arles
LE TREUT M., 29 Concarneau
LE MIRE R., 59 Recquignies
LE MIRE G., 59 Recquignies
WARNOUD I., Suède
PERRON J., Suède
LIZERAY M., Suède
MATZINGER G., Suède
MATZINGER R., Suède
GILBRON J., Suède
GILBRON E., Suède
LEONETTE D., Suède
LEONETTE V., Suède
TUNCEL B., Suède
DE PARSCAU P.-G., 56 Auray
MASSOT P., 56 Auray
LAMARSAUDE D., 09 Ariège
DUVAL P., 35 Rennes
DUVAL P., 35 Rennes
DAVID B., 35 Cesson Sévigné
EON M., 35 Rennes
LE CLOIRE C., 35 Rennes
TRASSARD
COURAPIED, 22 Plouzoc'h
RENAUD Y.-V., 35 Rennes
SINQUIN, 35 Rennes
DUVAL, 35 Rennes
CREMET C., 44 St-Etienne de Montluc
ORY J.-P., 44 Nantes
PERRIN J.-Y., 44 Nantes

COARER E., 44 Nantes
COARER S., 44 Nantes
COARER M., 44 Nantes
LORRET F., 44 Nantes
DANIEL H., 44 Nantes
DANIEL B., 44 Nantes
BHAT K., 44 St-Herblain
BHAT F., 44 St-Herblain
FOURNY Y., 44 Nantes
LE MAIRE C., 44 Nantes
DOUCAUD N., 44 Nantes
KERNEIS E., 44 Rezé
LE SOUT J.-Y., 72 Le Mans
MEUDAL M., 44 Nantes
PINEAU J., 44 Nantes
CALLAC, 22 Buhulien
LE GAOUYAT, 22 Ploumanac'h
LE SAUX, 22 Ploumanac'h
THOMAS, 22 Serval
BEYER, 22 Ploubezre
MICHEL, 22 Ploubezre
BOUARET, 35 Rennes
TESTOT Th., 22 Begard
LE MEST G., 22 Buhulien
GUILLOU A., Tananarive
DANABIN, 35 Dol-de-Bretagne
GARDAN, 35 Redon
HASLE, 22 Dinan
RICHOUX, 22 Fréhel

VIGEVENO G.
DE REUS H.
CASTENMILLER M.
EIGGENRAAM M.-D.
WHIEVEEN W.
DE LANG S.
RAMADHIN R.
CLADDER G.-S.
TSCHIMI M.
WEYER B.
VAN OS Mieke
EVERT Joan

Signatures récoltées parmi les étudiants de l'Université de Leiden en Hollande en témoignage de la solidarité internationale contre la répression dont les Bretons sont l'objet.

KERHARO P., 78 Etang-La-Ville
DURANR S., 92 Garenne Colombes
BLIVET J., 94 La Varenne
COURTOIS D., 94 Champigny
SANGRA P., 94 Fontenay-sous-Bois
CLOIX D., 94 Fontenay-sous-Bois
KALFA G., 94 Fontenay-sous-Bois
BOROUKHOFF P., 94 Fontenay-sous-Bois
KACHKACHIAN, 94
VILICONT, 94
ROBERT P., 35 Tinteniac
COQUARD D., 35 St-Malo
DONGUY Y., 35 St-Briac
DUPONT Lug, 44 Nantes
CADOREL A., 44 Nantes
GARREAU C., 44 Nantes
LE NEVE A., 44 Nantes
PLEYBER, 44 Nantes
RIVIERE B., 44 Rezé
DAGAUD, 44 Bouguenais
LUCAS, 44 Rezé
DANDIN, 44 Nantes
GUILLOUX A., 44
JUN G., 44
DULISCOUET H., 44 Nantes
COCHARD J., 44 Nantes
HUCHET J., 44 Nantes
LE FERREC, 44 Nantes
LANOE, 44 Nantes
JAOUEN F., 29 Pleyber-Christ
DREZEN Janine, 44 Nantes
OSEVALO S., 44

MERIMEE J.-P., 44 Nantes
TESSIER, 44 Rezé
MABILE, 74 St-Julien
LAINE, 74 St-Julien
BERNARD, Suisse
BAUDAT, Suisse
ANSPACH, Suisse
JAVELLE M., 01, Ferney Voltaire
PALLAS, 74 Annecy
BONHOMME C., 74 Gaillard
COUILLARD M., 01 Crozet
DAVID M., Suisse
RUFFIEUX D., Suisse
BIELECKI, 74 St-Julien
KRILIMANN, Suisse
PIRIO V., 76 Petit-Quevilly
PIRIO F., 76 Petit-Quevilly
BEGUIER A., 76 St-Etienne du Rouvray
FONTAINE G., 76
PETILLOT B., 76 Sotteville-les-Rouen
BAILLEOL B., 76 Rouen
AVIAT D., 76 St-Etienne du Rouvray
COUSIN Ph., 76 Ste-Adrette
LE COQ L., 76 Le Havre
COMBENES C., 76 Le Havre
MILLET M., 76
MILLET A., 76
ANDRE, 76 Le Havre
MORVAN, 76 Ste-Adresse
BALAY, 76 Ste-Adresse
RIOU, 76 Le Havre
GENTIL M.-C., 76 Le Havre
DENEUE, 76 Le Havre
DECORPS G., 74 Chamonix
DECORPS P., 29 Châteaulin
PELLEN M., 29 Brest
PELLEN G., 29 Brest
DECORPDS M., 29 Brest
GOURMELON, Le Folgoet
FAVE Y.-R., 29 Landerneau
FAVE M., 29 Landerneau
LE BORGNE, 29 Huelgoat
BOULBRIA L., 29 Kemper
LE GALL N., 29 Douarnenez
OILLIC C., 44 St-Nazaire
BERNICOT, 29 Brest
HERRY H., 35 Rennes
KERLOCH D., 29 St-Gwenole
KERE A., 29 Lanriec
GOURMELIN A.-M., 29 Quimper
MAILLOUX P., 29 Beg-Meil
LANGEVIN, 29 Quimper
DUROS, 29 Quimper
JAIN, 29 Quimper
NEVEU R., 29 Quimper
JENSEN A., Danmark
ARSENAUD C., Québec
ARMOIGN A., 29 Kemper
THEPOT Y., 29 Kemper
AR ROS S., 29 Kemper
ALLENGEVIN M., 29 Kemper
GOASDOUE Y., 29 St-Hernin
MONFORT P., 29 Kemper
MONFORT J.-L., 29 Kerteunteun
QUENAON Y., 29 Châteaulin
COLLET P., 29 Châteaulin
COTIEN D., 35 Rennes
GASNIER V., 35 Rennes
GOGAIL C., 29 Concarneau
JACK C., 83 Toulon
CORNEC, 29 Kemper
HERBERT J., 29 St-Nic
HERBERT P., 29 St-Nic
MAILLOUX P., 29 Beg-Meil
TREGUET J., 29 Kemper
LE BARS J.-P., 22 Pestivien
LE BARS E., 22 Pestivien
LE BARS D., 22 Guingamp
LE BARS A., 22 Guingamp
LE GRAET F., 22 Pestivien
GUILLAUME A., 22 Callac
ALAIN J., 22 Pestivien
BOUC C., Greham
JUGUET P., 56 Vannes

Rosporden

CHEZ DONVAL : L'usine aux travailleurs

DONVAL licencie... Donval ferme... Donval repart... Donval fonctionne... Donval c'est fini...

Depuis 4 ou 5 ans les avatars subis par la « Manufacture de chaussures Donval SA » de Rosporden tiennent la Cornouaille en haleine. Cette entreprise était en effet de celles qui représentent pour une région un point d'ancrage et qui passent pour robustes : au point qu'on pensa tout de suite à Donval pour recréer une partie des licenciés des Forges d'Hennebont (en 1965). Ce fut là en fait, le début de la crise. Depuis lors les effectifs, par coupes sombres, n'ont cessé de s'amenuiser. Et la Cornouaille a assisté au lent déclin de Donval, ponctué aux alentours par un chapelet d'autres catastrophes sociales : la SAF à Quimperlé, Saupiquet à Riec, Marcesche à Concarneau... etc.

en sous-traitance pour des marques connues. Grâce à l'équipe commerciale et à l'organisation de l'usine commerciale le carnet de commandes se remplissait peu à peu et était même sur le point d'atteindre bientôt une position forte par rapport aux autres producteurs.

...Et c'est dans ces conditions que les employés, puis la population ont eu la stupeur d'apprendre, en novembre 75, que Donval devait fermer !

LE LACHAGE DES BANQUES ET DU POUVOIR

Le rôle joué par le gouvernement et les banques est ici édifiant. Une Société Anonyme d'Exploitation (SAE) est dans l'obligation de payer tout de suite ses fournisseurs en matières premières, tandis que le fruit de sa production n'est encaissé que dans les

dic, M. Soret, a refusé de fournir) pour s'approvisionner en colle et talons, et sortir ainsi une production de 50 millions A.F. ! M. Gourlaouen, délégué C.G.T. du personnel, nous a montré ces milliers de chaussures et de bottes de qualité, dont la fabrication est interrompue et qui risquent de représenter, si elles ne sont pas rapidement terminées et écoulées (car la mode est versatile), un énorme gaspillage.

Le personnel a donc décidé d'OCCUPER L'USINE, son outil de travail. Il ne se considère pas en grève, mais en chômage forcé et réclame purement et simplement LE DROIT AU TRAVAIL.

Si les salaires ne sont pas rehausés (de 8 à 10 F de l'heure) ils n'en sont pas moins vitaux pour 186 personnes qui n'ont pas de solution de rechange : 22 personnes ont plus de 50 ans, 34 personnes ont plus de 40 ans (problème de reclassement quasi insoluble), 39 personnes ont plus de 30 ans, 91 personnes ont plus de 20 ans (où trouver de l'emploi dans la région ?)

Sur ce nombre, 55 personnes ont des prêts à la construction : on imagine les drames que provoquent les échéances...

Pour beaucoup, la perte de leur emploi serait l'obligation de s'expatrier. D'autres songent avec amertume à la destinée de leurs enfants.

LA COMMUNE SE MOBILISE

Vitale, cette entreprise l'est aussi pour Rosporden et sa région. Elle représente le plus gros apport pour le budget de la commune. Et les commer-



Le Peuple Breton / J. Louër

USINE OCCUPEE

Un industriel en maroquinerie est venu présenter ses offres de service. « Syndicalement ça n'est pas intéressant pour nous : il ne garderait qu'1/10^e du personnel. C'est tout ou rien » nous a dit M. Gourlaouen.

Les conseillers généraux se réunissent pour examiner le problème, les pouvoirs publics se disent, selon la formule, « à la recherche d'une solution »...

Le 15 janvier les 186 lettres de licenciements sont parvenues à leurs destinataires.

Mais les travailleurs veulent TENIR. Les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. ont conjointement organisé l'occupation de l'usine. Des groupes de femmes et d'hommes se relaient. L'ambiance est détendue ; mais dès qu'on entame un dialogue, les préoccupations apparaissent : ce père de famille nous dit le souci qu'il se fait pour ses 5 enfants ; cette femme qui nous apporte



Le Peuple Breton / J. Louër

Manifestation contre Chirac : Les travailleurs de chez Donval étaient présents.

Nous le disions déjà dans le P.B. d'octobre 74 (n° 132) : la crise chez « Donval » est en partie, en effet, une conséquence de la fermeture des Forges d'Hennebont. Il s'agissait de reclasser les ouvriers licenciés : Donval accepta de créer une 2^e usine à Lorient. Trop sûr de lui, sans attendre les locaux gratuits qui devaient lui être attribués pour la reconstruction des ouvriers d'Hennebont, il monta ses propres locaux. Mais au lieu des 200 emplois prévus, la moitié seulement était réalisée en 1969. Le gouvernement refusa les primes promises. L'usine de Lorient ferma, entraînant le licenciement de 63 personnes à Rosporden.

En octobre 74 par suite du tarissement d'un marché, Donval connaissait de nouvelles graves difficultés. L'arrivée d'un nouveau directeur, M. Mathieu, fut présentée par la presse locale comme celle d'un sauveur. En fait la reprise se faisait au prix de 83 licenciements. Les employés, qui avaient dépassé le nombre de 600 en 1962, se retrouvaient moins de 200 ; et c'est dans ce climat d'insécurité que le travail reprenait.

UNE ANNEE D'EFFORT DEÇU

La situation commerciale étant négative, la production redémarra d'abord

deux mois suivants. Il faut donc des fonds de roulement. La SAE Donval n'avait pas eu le temps de reconstituer les siens. Le consortium de 3 banques qui gère les fonds de « Donval » a refusé de venir en aide à la SAE : c'est donc pour une histoire de 200 millions d'A.F., somme dérisoire par rapport à un carnet de commande se chiffant à 200 millions A.F., sans compter 150 millions A.F. de produits finis en réserve, que le bilan a dû être déposé !

LA DATAR : « DONVAL C'EST FINI ! »

Le comité d'entreprise demandait, début janvier, à M. Latu, sous-préfet aux affaires économiques, de réunir à la Préfecture toutes les parties intéressées pour chercher une solution au problème : ni les banques, ni la DATAR ne daignaient s'y présenter... Une 2^e réunion demandée refusée catégoriquement, les pouvoirs publics laissant entendre clairement que pour eux Donval est une affaire enterrée.

LES TRAVAILLEURS : « C'EST NOTRE GAGNE-PAIN ! »

Dans leur usine de Rosporden, les employés, quant à eux, ne comprennent pas. Et ils n'admettent pas qu'on les empêche de poursuivre leur travail : à l'heure actuelle il manque un chèque d'1 million ancien (que le syn-



Dans l'usine occupée...

Le Peuple Breton / J. Louër

chants se sentent aussi terriblement concernés. C'est dire que toute la municipalité et la population entière de Rosporden sont solidaires des travailleurs de Donval. Début janvier une grande manifestation réunissait toute la population dans les rues. Beaucoup avaient les yeux humides en voyant, en tête du cortège, ces enfants portant des pancartes où on lisait : « Du travail pour nos parents ».

De nouveau le lundi 12 janvier un meeting rassemblant C.G.T., C.F.D.T. et partis de gauche (l'U.D.B. manifestait aussi son soutien), montrait la ferme détermination des 700 manifestants.

Le vendredi 16, encore, à Quimper, tandis que Chirac se murait dans la préfecture gardée par des troupes de C.R.S., les banderoles de chez Donval se remarquaient dans le cortège.

le tableau des tranches d'âge du personnel, songe aux plus de 50 ans qui n'ont aucune perspective de reclassement, et comment : « le gouvernement se moque bien de nous »...

Le délégué C.G.T. ajoute : « Il n'est pas possible de laisser les choses en l'état. Pour le moment nous laissons la situation se clarifier. Mais nous n'avons pas dit notre dernier mot. Nous pourrions nous-mêmes faire de la production. Les machines sont en état de marche. Leur bon fonctionnement est contrôlé tous les jours... »

Comme les employés de chez Jaouen à Combrit, ceux de Donval REFUSENT LE CHOMAGE.

En Bretagne, c'est un signe...

J. Louër

ORGANISATION DE BUREAU
MACHINES A ECRIRE ET A CALCULER
CAISSES ENREGISTREUSES
FACTURIERES - COMPTABLES

Mobilier bois :
NEGRONI
Mobilier métallique :
ATRHO

S A M A

Service après-vente
Bureaux et Magasin :
11, rue Duchesse-Anne - BREST - Tél. 02.25.74
(Face au Lycée de St-Marc)

UN TRO-BREIZH POUR RIEN MAIS QU'EST DONC VENU FAIRE J

Jacques Chirac est passé en coup de vent entraînant dans le sillage de son hélicoptère toute une grappe de notables complaisants. En homme efficace, il a sérieusement posé les questions : une ville, un thème. En homme borné, il en a tiré des conclusions établies à l'avance. En homme prudent, il a évité de rencontrer la population.

Elle n'était pourtant pas loin. Dignement, elle répondait par des défilés de protestation à cette mascarade technocratique. Loudéac, Brest, Quimper, Lorient et Rennes ont ponctué de leurs manifestations cette indécente visite de la deuxième autorité de l'Etat qui venait dire aux Bretons qu'ils coûtaient déjà fort cher à la mère-patrie et qu'il fallait savoir se montrer raisonnables.

En 69, De Gaulle drainait encore des foules en Bretagne.

En 71, Pompidou réussissait à galvaniser quelques partisans.

En 73, Messmer osait encore descendre dans la rue, protégé il est vrai par les C.R.S.

En 75, Chirac n'a rencontré que des notables.

Que sera-ce pour Giscard ?

Chaque voyage officiel jette une lumière crue sur le fossé qui existe entre les promesses et les besoins réels de notre pays. Chaque fois aussi la réaction populaire est à la mesure de la morgue gouvernementale. Il nous faut donc continuer à nous battre assurés plus que jamais que le peuple breton ne peut rien attendre de l'Etat capitaliste français. L'Union démocratique bretonne qui, dans chaque ville, a appelé à manifester aux côtés des syndicats et avec les partis de gauche hexagonaux, voit confirmer par les propos de Chirac ses principales analyses et appelle les travailleurs bretons à se regrouper autour d'elle pour une nouvelle étape de notre combat.

« L'U.D.B., je ne sais même pas ce que c'est... » avait répondu Chirac à un journaliste au lendemain de la divulgation par notre parti de sa visite, gardée secrète, à l'île Longue l'été dernier. Sans doute peut-il en dire de même de la Bretagne après son voyage dont le « caractère irréel » a été souligné par un commentateur.

Les problèmes de fond du peuple breton (exode, sous-emploi chronique, oppression culturelle, etc...) n'ont été évoqués que superficiellement. « La situation ici n'est pas plus mauvaise qu'ailleurs » : tel a été le refrain du voyageur ministériel qui, en dehors de l'octroi de quelques médiocres crédits, n'a même pas pris la peine de faire de promesses précises.

promettant que sa ville deviendrait un important centre de réparations navales. Chirac se contenta donc de chausser les gros sabots du président de la République pour visiter au pas de charge la zone portuaire et pour ne rassurer que ceux qui attendaient de l'être.

Malheureusement pour les Bretons, cette forme de radoub de 300 000 tonnes, dont la conception technique n'est d'ailleurs pas exempte de critiques, arrive trop tard.

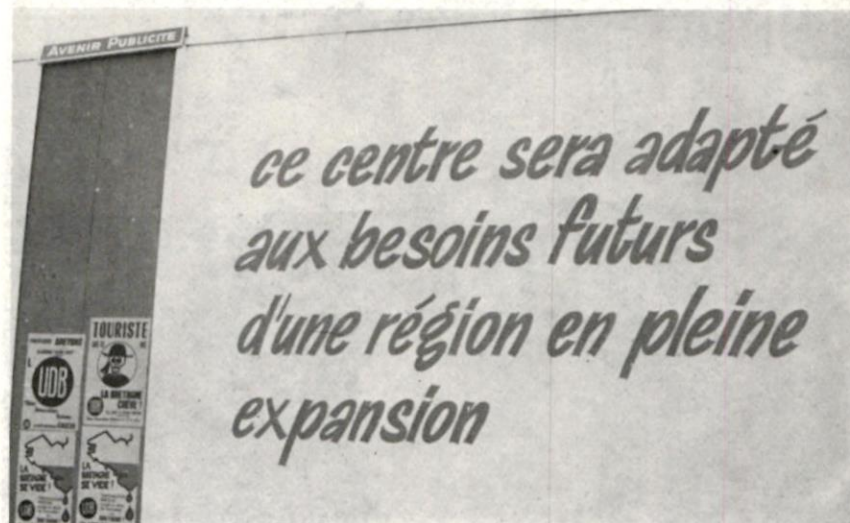
Au moment où elle sera terminée, la flotte pétrolière mondiale aura un excédent de 150 millions de port en lourd et risque de stagner pendant une dizaine d'années. De plus, d'autres ports ont déjà pris les devants en France (Mar-

qui supprimerait dans un autre port breton 650 emplois (aux A.F.O. de Saint-Nazaire). Ainsi, si la nouvelle forme de radoub créait à Brest 500 emplois il n'y aurait en fait aucun gain pour l'ensemble de la Bretagne. En réalité les seuls emplois vraiment nouveaux à créer le seront lors de la construction de la forme (1 500 pendant deux ans). Et encore le premier marché ne risque-t-il pas d'échapper aux entreprises locales ?

C'est un bien piètre résultat face aux sommes investies sur le dos des travailleurs bretons. Car, ne l'oublions pas, 60 % du financement est assuré par les collectivités locales, c'est-à-dire par les habitants de la région brestoise qui verront une nouvelle fois augmenter leurs impôts locaux.

est loin des 100 millions réclamés par les professionnels et on mesure mieux la médiocrité d'une telle dotation quand on sait que la veille de l'intervention de Chirac à Lorient le Conseil général du Finistère avait voté une aide exceptionnelle de 5 millions aux pêches maritimes de ce seul département !

L'intervention ministérielle n'a résolu en rien la crise de la pêche bretonne. La structure d'exploitation capitaliste sur laquelle repose la profession ne pourra jamais satisfaire les travailleurs intéressés. Il importe de se battre pour que puisse être mise en chantier une politique globale des pêches maritimes bretonnes qui représentent 41 % de la production hexagonale.



Lorient, 1974 : qui peut encore croire aux promesses ?

Encore une fois, le manque de décision, d'initiative et de prévision du gouvernement français, la faiblesse des notables locaux ont fait échouer la petite chance de créer à Brest une industrie lourde permettant à cette région de trouver enfin un bon niveau d'activité.

UNE POLITIQUE DES PÊCHES BRETONNES

Malgré les belles paroles vite envolées de « redéploiement territorial » ou de « priorité à l'Ouest », force est de constater que l'Etat reste fidèle à lui-même : conscient que l'efficacité capitaliste veut une économie française résolument intégrée à l'Europe continentale, il joue la « France aux frontières » et ne laisse à la France littorale que quelques miettes : de quoi calmer les inquiétudes, mais pas suffisamment pour amorcer un véritable développement économique.

L'attitude de Chirac à l'égard de la pêche est à cet égard significative. Il rassure, promet de maintenir la pêche bretonne à son niveau actuel mais se garde bien d'aider à ce qu'elle devienne une activité moderne et moins pénible pour les travailleurs. L'interprofession attendait une réponse politique, elle n'eut droit qu'à une aide conjoncturelle : doublement de l'aide au carburant pour le premier semestre 76 et crédit supplémentaire de 15 millions au FIOM. On

AGRICULTURE : COMMENT LE CROIRE ?

En matière agricole également, que peut attendre la Bretagne d'un Etat capitaliste ? Un ferme soutien à Bruxelles, la garantie des revenus, a répondu Chirac. Mais comment croire un homme qui le vendredi oublie ce qu'il a fait le lundi précédent ? En effet, si à la fromagerie de Saint-Méen-Le-Grand, Chirac se félicitait de voir la coopération agricole pénétrer l'industrie agro-alimentaire, quelques jours plus tôt à Paris, il travaillait à la mort de ce type d'association par la création dans le nouveau gouvernement d'un secrétariat d'Etat aux industries alimentaires. Cette décision prélude au détachement de ce secteur d'activités du ministère de l'agriculture et à son rattachement au ministère de l'Industrie, où d'ailleurs le titulaire du poste (M. Tiberi, député de Paris) a installé ses bureaux.

Voilà donc une nouvelle étape de franchise dans l'intégration capitaliste de l'agriculture. Un choix a été fait pour l'avenir de l'industrie agro-alimentaire : les firmes capitalistes devront l'emporter sur les coopératives paysannes. Cela Chirac a oublié de le dire...

Dans ces conditions, la Bretagne est moins sûre que jamais de conserver, ou de pouvoir créer, ces sources de richesses que sont



Manifestations à Quimper le 16 janvier : Chirac n'a pas vu les travailleurs bretons.

La ficelle est, il est vrai, un peu usée, et il était encore possible de faire durer celles faites par ses prédécesseurs en Bretagne.

LA FORME DE RADOUB DE BREST : TROP TARD !

Giscard avait pris les devants en recevant à la mi-janvier Eugène Berest, maire de Brest et en lui

seille, Le Havre) comme dans d'autres pays d'Europe. Ainsi les conditions internationales font que dans les cinq années à venir, il n'y aura pratiquement pas de créations d'emplois dans la réparation navale en France.

Plus grave encore, les constructions neuves diminuant, une redistribution des activités est en cours

ACQUES CHIRAC ?

les industries de transformation des produits agricoles. Là encore, seul un socialisme conçu par le peuple breton pourrait faire changer le cours des choses.

QUEL PROGRES ?

Quant au plan routier breton, faut-il rappeler la triste litanie des promesses non tenues ? La « réalisation totale en 1975 de deux grands axes routiers à quatre voies : Brest - Saint-Brieuc - Normandie et Brest - Nantes », fut pourtant annoncée à grand fracas

rac de prouver cette pseudo-priorité. « 1 000 chômeurs de moins en décembre », claironna le préfet. En se gardant bien de préciser que cela ne représente que 2 % de la masse des demandeurs d'emploi (45 000 officiellement, mais leur nombre approche 70 000) et que cinq ans plus tôt, ils n'étaient que 10 000.

Le solde migratoire de la Bretagne est enfin positif, insista Chirac (130 000 habitants de plus en 7 ans). Oui, mais parallèlement on



Photo M.P.B.

Les Tromperies du plan routier breton :

la voie « express » Châteaulin - Quimper, inaugurée par Chirac...

en octobre 68. La décision du gouvernement Couve de Murville fut solennellement confirmée par De Gaulle en février 69, par Pompidou en juin de la même année, par Chalandon en mai 70.

A l'échéance, il n'est encore qu'à moitié réalisé. Et nos élus empâtés, s'ils osent encore protester de loin et par écrit, n'ont pas eu la moindre réaction quand Chirac évoqua vaguement la possibilité de terminer le plus gros des travaux pour 1980. Cinq ans après la date promise. Que serait-ce si dans l'esprit du gouvernement « l'Ouest » n'était pas prioritaire !

Quelques chiffres (1) sont venus bien à point pour permettre à Chi-

rac de prouver cette pseudo-priorité. « 1 000 chômeurs de moins en décembre », claironna le préfet. En se gardant bien de préciser que cela ne représente que 2 % de la masse des demandeurs d'emploi (45 000 officiellement, mais leur nombre approche 70 000) et que cinq ans plus tôt, ils n'étaient que 10 000.

La Bretagne se trouve ainsi confirmée dans son rôle de réservoir de main-d'œuvre et de maison de retraite.

DES PHRASES SIGNIFICATIVES

Il est d'ailleurs à remarquer que le Premier Ministre s'est appliqué à placer sa visite dans un contexte hexagonal. Deux phrases sont significatives de l'état d'esprit qui l'animait en venant en Bretagne.

A Quimper : les efforts accomplis par le gouvernement, ses projets et ses ambitions pour la Bre-



MPB / Daumerie

Chirac en Bretagne : à l'aise parmi les notables (ci-dessus), bien moins avec les ouvriers (ci-dessous à Loudéac).



MPB / C. Daumerie

tagne n'ont de sens que dans la mesure où ils s'inscrivent dans la politique économique globale de la France.

A Rennes : une langue de culture régionale ne peut être étudiée comme un langage étrangère, sinon nous irions à l'encontre de la nécessité de développement économique.

En clair, cela signifie que le développement (économique et culturel) de la Bretagne ne sera assuré que s'il n'entre pas en contradiction avec celui du reste du pays.

Ainsi se trouve implicitement confirmées par l'une des plus hautes autorités :

— l'interdépendance entre les aspects économiques, politiques et socio-culturels du problème breton ;

— la soumission indispensable de la Bretagne aux intérêts supérieurs de l'Etat central, principal support du capitalisme en France ;

En un mot se trouve confirmée la situation coloniale de la Bretagne.

Dans ce contexte, l'attitude de Chirac vis à vis de la langue bretonne s'explique mieux car n'oublions pas que l'un des principes

du colonialisme est d'étouffer la culture des peuples opprimés pour faciliter toutes les pressions sociales au 1^{er} rang desquelles se trouve évidemment l'exploitation capitaliste.

LE MAXIMUM DE CONCESSIONS

Il apparaît plus que jamais que les intérêts de la France capitaliste et de la Bretagne populaire sont foncièrement antagonistes. Certains avaient naïvement cru un moment que la « régionalisation » allait résoudre tous les problèmes, mais le coup de frein de Giscard et le méprisant silence de Chirac, qui a par ailleurs refusé de réunir une assemblée plénière du conseil régional, montrent que l'Etat a atteint le maximum de ses concessions dans ce domaine.

Maintenant plus que jamais, seule la volonté collective du peuple breton pourra faire céder l'Etat — afin que les travailleurs puissent prendre en mains les principales décisions qui engagent leur avenir.

Jean Roudaut.

(1) Ces chiffres ne concernent que les départements de la région programme.

LES PARIS STUPIDES

Jacques Chirac a donc ajouté quelques paroles à la liste déjà longue des paris stupides tenus par les responsables français en Bretagne, liste qui a été publiée dans un tract distribué par la section U.D.B. de Lorient à la veille du voyage ministériel :

Mars 1961 :

A propos des Forges d'Hennebont, Monsieur Jeanneney, ministre du général de Gaulle déclarait :

« Il ne saurait évidemment être envisagé de rejeter à la ferraille tant d'outils ».

Octobre 1968 :

M. Couve de Murville, premier ministre annonce : « la réalisation totale en 1975 de deux grands axes routiers à quatre voies : Brest - Normandie et Brest - Nantes ».

Février 1969 :

Cette promesse est solennellement renouvelée à Quimper par le Général de Gaulle.

Septembre 1970 :

A propos de FRANCE-ELEVAGE, le préfet du Morbihan déclare :

« J'ai été frappé par l'importance de cet outil de travail. Il ne saurait être question de le laisser tomber ».

Novembre 1971 :

Lors de son discours de Brest, le président Pompidou évoque à titre d'exemple réussi « la reconversion des Forges d'Hennebont et le spectaculaire développement de Lorient ».

chemisier habilleur

35, rue Jean-Jaurès, Brest-t. 44 14 54-c.c.p. 2009-12 Rennes

colin

ET S'IL Y AVAIT DU PÉTROLE EN MER D'IROISE ?

UN jour, vous avez trouvé un ormeau sous un gros caillou rond à Paimpol. Si plus tard, à Plouguerneau, vous rencontrez une roche ayant la même allure et située dans un milieu identique, vous pouvez penser qu'elle a des chances d'abriter elle aussi un ormeau. Mais voilà, peut-être vous faudra-t-il tourner dix cailloux analogues avant d'en trouver un, et peut-être n'en trouverez-vous pas du tout.

Toutes proportions gardées, c'est à peu près la situation dans laquelle on se trouve aujourd'hui vis-à-vis du pétrole dit de la mer d'Iroise. Au large d'Ouessant, les fonds présentent toutes les caractéristiques requises pour que l'on y trouve ce fameux pétrole. Suffisamment de caractéristiques en tout cas pour que les compagnies pétrolières aient pris le risque de se lancer dans les dépenses colossales que représentent les forages. Il ne manque plus que le pétrole, pour l'ins-

des analyses de l'U.D.B. Les trois-quarts des Finistériens pensent que l'exploitation pétrolière entraînera des changements assez ou très importants dans la région, et 68 % considèrent que ces changements seront une bonne chose, les côtés positifs les plus appréciés étant la création d'emplois (57 %), le développement de la Bretagne (18 %) et le développement industriel (14 %). Dans le même sens 70 % souhaitent que les industries de raffinage et de transformation soient installées dans la région, 63 % pensant que cette installation apporterait la création d'un assez grand ou d'un très grand nombre d'emplois. Tous ces chiffres n'ont guère besoin de commentaires : la volonté des Bretons de voir le pétrole leur apporter industries et emplois est sans équivoque. Cependant, pour avoir été échaudés à maintes reprises (l'affaire de la 3ème forme de radoub à Brest en est un exemple tout neuf), ils sont conscients

CE QU'EN PENSENT LES BRETONS

tant. En l'attendant, nos notables bonimentent, les pouvoirs publics se taisent... et la Grande-Bretagne équipe activement ses ports.

Et les Bretons, qu'en pensent-ils ? Eh bien, figurez-vous que le Conseil Général du Finistère, qui jusqu'alors avait surtout brillé par ses propos filandreux sur le sujet, a eu la bonne idée de les faire interroger (une fois n'est pas coutume). Chargée du sondage, la SOFRES a posé une dizaine de questions à un millier de Finistériens, choisis pour moitié dans la région brestoise. Les résultats publiés dans le Télégramme du 31 décembre 1975 sont assez intéressants pour que nous nous y arrêtions un peu.

La première question elle-même est symptomatique puisqu'elle montre une fois de plus le pessimisme des Bretons à l'égard des ressources minérales de leur pays. On leur a tant de fois répété que la Bretagne manquait de matières premières qu'ils ont fini par en être persuadés. La scandaleuse sous-prospection de notre sous-sol ne pouvait d'ailleurs que les conforter dans cette idée. Alors, maintenant que l'on trouve en Bretagne des ressources abondantes (1), ils ont bien du mal à y croire : 41 % des personnes interrogées pensent que les chances de trouver du pétrole au large d'Ouessant sont assez faibles ou très faibles, contre seulement 24 % qui croient qu'elles sont assez grandes ou très grandes, les autres ne se prononçant pas.

Les neuf autres questions portent sur les éventuelles retombées économiques et sociales du pétrole en Bretagne. Et là, encore toutes les réponses vont sans ambiguïté dans le sens

du fait que les retombées peuvent échapper à l'économie bretonne : dans les réponses à une question sur la part éventuelle des entreprises et de la main-d'œuvre locales dans l'exploitation du pétrole, les optimistes (46 %) sont talonnés par les pessimistes (37 %).

Cette crainte n'est d'ailleurs pas la seule à apparaître dans le sondage : 55 % des personnes interrogées redoutent des risques assez importants ou très importants de pollution, mais ceux qui considèrent que, pour cette raison, les changements apportés par l'exploitation pétrolière seraient plutôt négatifs ne représentent que 5 % du total.

Mais la dernière réponse est peut-être la plus inattendue. Le Télégramme ne s'y est pas trompé, qui titre : « S'il y a du pétrole en mer d'Iroise, 700 Finistériens sur 1000 expriment le vœu que la région et le département reçoivent les royalties des compagnies » : 69 % des suffrages pour la Bretagne, contre seulement 19 % à l'Etat ! Voilà qui est révélateur des progrès de la prise de conscience du peuple breton !

S'il y a du pétrole au large de la Bretagne, les Bretons supporteraient mal de n'hériter que des bavures et de voir l'industrialisation, les emplois et les « royalties » leur passer sous le nez. N'oubliez pas : c'est en partie à cause du pillage du pétrole écossais qu'aux dernières élections le Scottish National Party a obtenu plus de 30 % des voix.

Jean-Yves Monnat

(1) Voir « Qui exploitera le sous-sol breton », P.B. n° 139

CHRONIQUE DES MARINS



Photo J. - Mourrot

OU Iront LES MARINS-PÊCHEURS

La revue « BATEAUX » (le plus fort tirage, la plus forte diffusion de la presse nautique) a consacré son éditorial de décembre à un problème qui a déjà fait couler beaucoup d'encre à savoir les conflits qui éclatent chaque été entre marins-pêcheurs et plaisanciers. Ces conflits sont inévitables lorsqu'un mode de vie différent s'installe sur le bord de la côte pendant les mois d'été, bouleversant la vie traditionnelle des populations locales. Du fait d'un développement touristique tous azimuts, il se crée des situations qui représentent des obstacles psychologiques, moraux et financiers à une cohabitation harmonieuse entre estivaliers et sédentaires.

Nous aurions voulu que la revue aille dans le sens d'une recherche des causes de ce conflit mais celle-ci au lieu d'aborder le véritable problème, essaya d'ouvrir davantage la querelle.

La revue n'hésite pas à préciser qu'il est prouvé scientifiquement que la navigation de plaisance ne perturbe pas le milieu marin et qu'elle ne comprend pas les marins-pêcheurs qui s'acharnent à demander que l'accès des ports de pêche soit interdit aux plaisanciers qui les gênent dans leur travail. Il faut dire que l'étude menée en milieu marin a été faite par l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES INDUSTRIES DE PLAISANCE... On ne voudrait mettre ici en doute le sérieux de cette enquête (...), cependant nous conseillons à cette association d'aller visiter quelques quartiers maritimes bretons où la proportion des embarcations de pêche professionnelles par rapport aux bateaux de plaisance est de 1 à 10 !

Pour nous la situation est claire. Les ports de plaisance sont chaque

année davantage engorgés et les petits ports de pêche reçoivent le trop-plein de ceux-ci, d'où les nombreuses tensions qui s'ensuivent.

Cependant les ports de plaisance coûtent très chers aux collectivités locales. La commune de Quiberon a un port de plaisance qui lui a coûté 1 milliard d'anciens francs. Les contribuables locaux sont ainsi soumis à rude épreuve 12 mois sur 12.

Quant à l'apport économique non négligeable que peut apporter la plaisance dans les zones où la pêche décline, l'argumentation est déjà connue et n'est pas du tout en rapport avec la réalité.

Nous pensons au contraire que le développement de la plaisance en se créant de nombreuses infrastructures met en péril les autres activités maritimes, et ne représente pas à un apport économique évident. Ainsi la criée de la Trinité-sur-Mer est directement menacée par l'implantation d'un club-house au même endroit, la plaisance ayant pris une ampleur trop considérable pour garder un équilibre entre les deux activités maritimes dans le port.

Le schéma d'aménagement du littoral breton qui prévoit un développement harmonieux de la bordure côtière n'aura pas dans ces cas-là une grosse influence car les notables sont seuls à être vraiment consultés et à prendre les décisions qui s'imposent comme bonnes à leurs yeux.

Une fois encore, ce ne sont pas les travailleurs en vacances ou les travailleurs bretons qui bénéficieront de tous ces moyens dans le développement de la plaisance.

Christian Jiquel

KABIGS, CABANS, MARINIÈRES,
DUFFLE-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX,
POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS
GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR

247, rue J.-Jaurès - BREST

PRIX — QUALITE — CHOIX

Tél. 44-75-69

MOR-BIHAN

BELLE-ILE :

PLUIE DE MEDAILLES

Malgré un hiver sec, trop sec d'une « Bretagne-où-il-ne-pleut-plus » une pluie de médailles s'est abattue sur Belle-Ile. Que voulez-vous ! Comme à Carnac c'est un micro-climat, alors forcément ce sont des communes arrosées. Médaille de vermeil départementale et communale, médaille du travail, Mérite agricole, tout cela est tombé. On a ainsi décoré un éleveur de chiens et chats, le plus ancien cultivateur de l'île et un autre citoyen « dont le sens civique est au-dessus de tout éloge ». Toutes ces médailles hélas n'empêchent pas Belle-Ile et sa terre d'être accaparée par les riches touristes ni sa population de décroître comme le signalait le Conseil général lors de sa dernière réunion.

Le maire de Sauzon a eu droit, lui, à la Légion d'honneur. Mais puisqu'il y a tant de sortes de médailles, nous suggérons la création d'une nouvelle qu'on pourrait appeler « Médaille du Souvenir » ou encore « Médaille de la Fermeture ». Celle-la tomberait sur la Bretagne entière.

On pourrait commencer par Belle-Ile en décorant le dernier ouvrier de la dernière conserverie.

COTES-DU-NORD

MATIGNON :

CONTRE LES CUMULS DE TERRE

80 agriculteurs du canton ont manifesté près du bourg de La Bouillie pour empêcher la mise en culture de 10 hectares par un courtier maritime de St-Malo. Ils ont contraint l'entrepreneur agricole loué par ce dernier à renoncer au labourage de ces terres. Le même jour, 11 agriculteurs du canton de Moncontour étaient condamnés à des peines de prison avec sursis, par le tribunal de grande instance de St-Brieuc pour s'être opposés à la construction de 8 ateliers porcins par un gros éleveur avicole de Bréhand, avec 150 autres agriculteurs. « La terre aux paysans » reste un slogan illégal pour le pouvoir et la justice actuels.

FINISTERE

BREST :

RENFORCEMENT DU SYNDICALISME CHEZ TRANSOCEAN

Les dernières élections chez Transocéan ont démontré un renforcement de la C.G.T. dans cette entreprise devenue tristement célèbre grâce à son patron de combat Dabaghian. Deux listes en présence : Force Ouvrière qui masquait en réalité la C.F.T. patronale, et la C.G.T. Au premier tour Louis Merle est élu avec 33 voix, ce qui est un succès ; d'autant plus que 57 ouvrières se sont abstenues ne voulant pas se faire remarquer par leur attitude trop pro C.G.T. Au second tour des élections pour les suppléants la C.G.T. n'ayant pas obtenu le chorum des voix demande de s'abstenir, il y a 90 bulletins blancs. Si l'on ajoute les 63 ouvrières qui sont encore au chômage sans avoir été licenciées selon la loi, la C.G.T. peut compter aujourd'hui sur près de la moitié du personnel. C'est un fait nouveau très important surtout, pour l'avenir, lorsque l'on sait que Dabaghian, conscient d'avoir épuisé les possibilités de gains nouveaux en Bretagne n'hésite pas à acheter en Italie des vêtements qu'il revend sous le label Transocéan. Il n'hésitera pas à fermer son entreprise et licencier tout le personnel dès qu'il pourra. Nous ne pouvons donc que nous féliciter du renforcement d'une section C.G.T. dans cette entreprise.

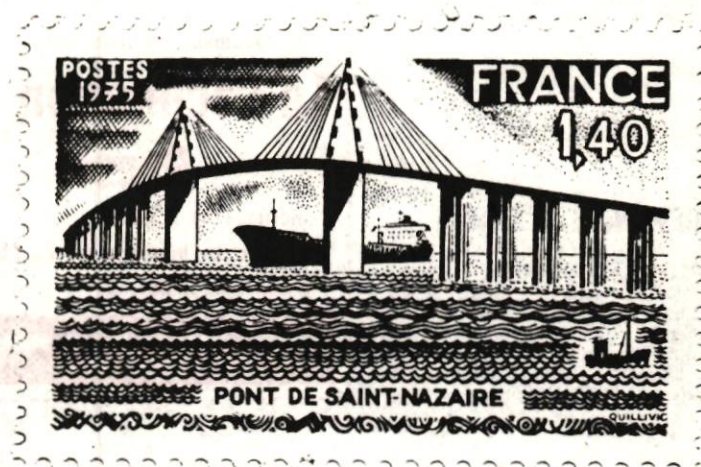
LOIRE-ATLANTIQUE

PAYS DE RETZ :

LE SCANDALE DU PONT DE SAINT-NAZAIRE ET AUTRES PERSPECTIVES DE BRIGANDAGE

Sous la pression grandissante des travailleurs et de leurs organisations, les municipalités du Sud-Loire refusent, les unes après les autres, de cautionner une combinaison financière qui ressemble plus à du « racket » qu'à une soit-disant rémunération du capital. Les deux conseillers généraux socialistes, à leur tour, ont donné leur démission du Conseil d'Administration de la Société d'Economie mixte du pont à la grande colère du Préfet, d'Olivier Guichard et de toute la mafia bourgeoise qui règne sur la Loire-Atlantique. Malgré un trafic double de celui prévu, selon l'aveu de Camous, les sociétés privées, détenant 52 % du capital, entendent ne lâcher ni le prix exorbitant du péage, ni les subventions qui, sous couvert de bénéfices, retomberont dans leurs poches.

Encouragés par ces profits énormes, les délégués consulaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes se sont prononcés, début janvier, pour un pont à péage près de l'île Chevre, pont qui dégagera le centre de la ville.



Un pont qui coutera cher aux travailleurs mais que l'État français sait utiliser pour sa propagande.

ILLE-ET-VILAINE

DINARD :

LES MARINS-PECHEURS EN BUTTE A LA REPRESSION

Comme leurs collègues des autres petits ports de pêche de Bretagne, les marins-pêcheurs de Dinard voient leur activité entravée par le développement anarchique du tourisme qui se pose, objectivement, en position de concurrence. Une concurrence qui n'est pas toujours loyale : ainsi, pendant la saison dernière, la police urbaine, et même le syndic n'ont cessé de harceler les pêcheurs qui déposaient leur matériel sur la cale.

Patrice Gouault, secrétaire général des pêcheurs a écrit à Yvon Bourges, maire de Dinard pour soulever ce problème et demander que les marins-pêcheurs puissent travailler librement. Il souligne la gêne que la pollution entraîne :

Pour nous, travailleurs, nous préférons voir des outils de travail qui font le charme des ports bretons, plutôt que de voir arriver sur nos rivages la multitude de bouteilles en plastique et autres déchets de la vie moderne qui, jetés par-dessus bord par de nombreux bateaux de plaisance croisant dans notre région, ne font que polluer un peu plus notre côte ; sans compter ceux qui visitent nos casiers à homards, ce qui est infâme.

CONTE...

Il était une fois une minorité linguistique de 500 000 personnes qui vivaient parmi trois millions d'habitants qui parlaient une autre langue, de grande puissance et de grande renommée ; 500 000 parmi les plus pauvres, dépositaires d'une langue et d'une tradition originales, et malheureusement, oubliées par la radio, la télévision, l'école et tout le reste. Le bon Roi Giscard leur envoya des attachés culturels, des ministres, de l'argent et même 1 200 enseignants. Le Ministre Haby les visita et vanta devant les autorités de la lointaine Louisiane — donc — les vertus du bilinguisme.

500 000 bretonnants et 500 000 autres Bretons qui comprenaient cet idiome, furent remplis d'espoir et d'émotion. Enfin, eux aussi, auraient des écoles, des enseignants, une radio et même une télévision dans leur langue, bref une semblable faveur d'un souverain si magnanime. Tous acclamaient le bon Ministre Haby, quand celui-ci leur déclara : « Je n'ai trouvé nulle part une réponse à ce problème du bilinguisme reposant sur une étude sérieuse ; il faut dans ce domaine être prudent ». Comprenant à grand-peine ce langage d'un autre âge et d'une autre contrée, les Bretons obéirent pourtant au bon ministre qui leur demandait de ne parler qu'une seule langue : tous se mirent à ne parler que le breton. Ainsi commença, en l'an de grâce 1976 ce que l'on appela plus tard la « Réforme Haby ».

J.J. M.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emploi en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

PETITE ANNONCE
J.H., 21 ans — libéré O.M. — B.E.P.C. et B.E.P. « Service Commerciaux », cherche emploi bureau, région nantaise de préférence.
Ecrire à : Pierre SUDRE, L'Apsygais - 44780 SAFFRE.

*Signée par sept
partis de 6 pays*

un document international...

La Déclaration de Brest

imprimée en suisse,
diffusée en Bretagne par l'u.d.b.
4 francs (3 francs+port)

à verser à : U.D.B. - B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX
C.C.P. Rennes 2.365.78

AGENCE IMMOBILIÈRE JACQUES GUEGUAN

14, boulevard Leclerc LORIENT - Tél. 21.19.21
Transactions immobilières — Terrains — Appartements
Fonds de commerce

LIBRAIRE??



Le Peuple Breton / Y. Quéhérvé

Le Béon, patron de choc lorientais bien connu, vient de publier, aux éditions de la « pensée française », l'essentiel de sa pensée à lui, Le Béon.

Le voici, dans la symbolique compagnie de Bécassine, occupant largement la vitrine d'un libraire lorientais. LIBRAIRE, LIP-REER, PESEURT MICHER LOUZ !

publicité

Samedi 21 février ★ Salle du Stella BREST
FEST-NOS (Lambazellec)
avec Kanerien Braspars Monnat et Péron Bleizi-Ruz



J.C. PROUST

Importation de disques celtiques

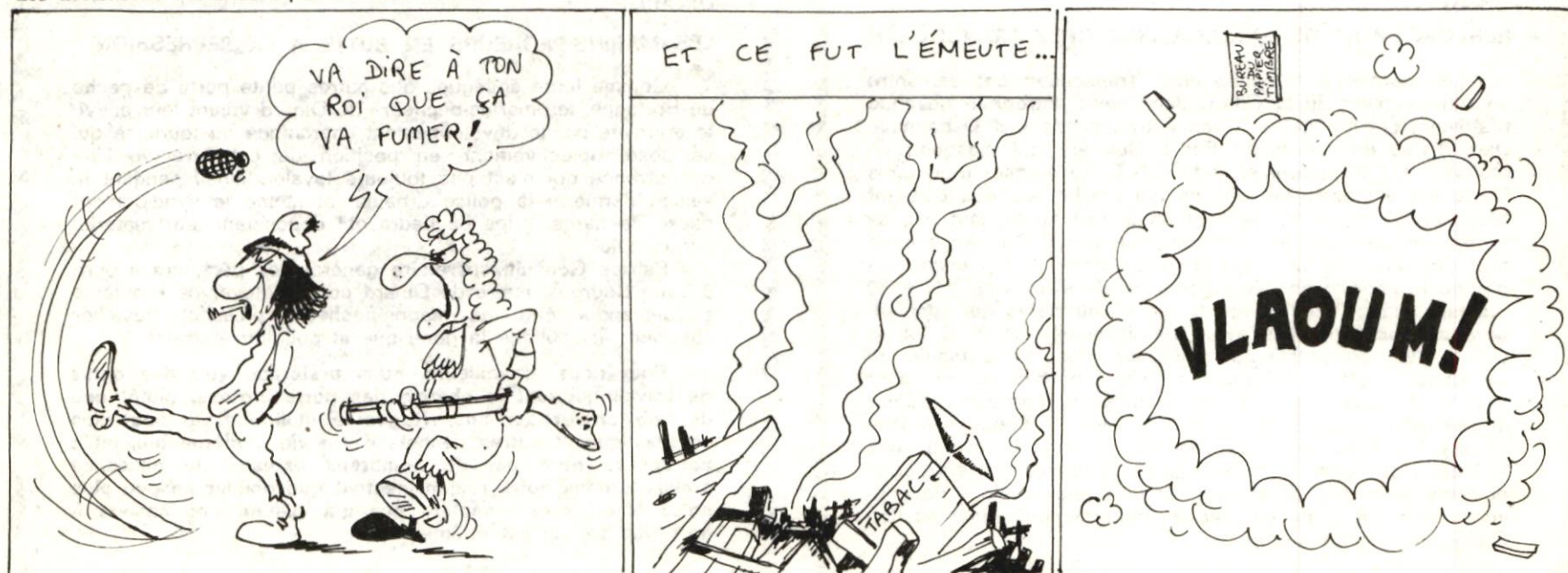
LE PLUS GRAND CHOIX RÉGIONAL
DE DISQUES ET CASSETTES

6, rue Assemblée Nationale
LORIENT • tél: 21.23.23

LA REVOLTE DES BONNETS ROUGES, PAR NONO

Résumé des chapitres précédents :

Les Bretons ne l'entendent pas de cette oreille.

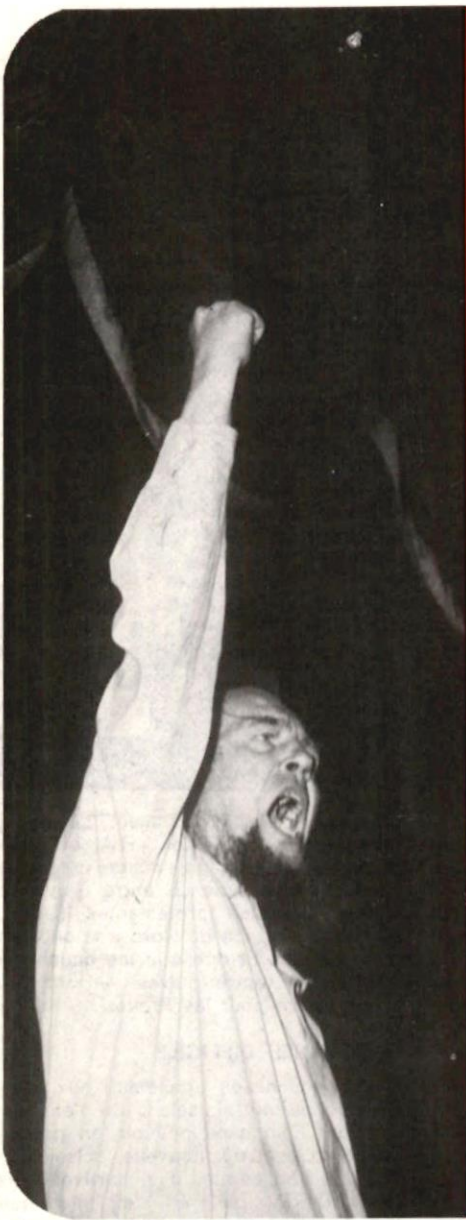


(à suivre dans les prochains numéros du Peuple Breton)

glen- mor

ENFIN UN BARDE...

Photo MPB / Ian Gwenig



Glenmor au Québec

Pour la troisième fois en 4 ans, Glenmor est venu au Québec ; et il y a fait sensation en « venant livrer » une Bretagne bafouée et guère connue sous cet angle ; il a suscité toute la gamme des réactions, de la stupéfaction à l'étonnement, de l'incompréhension, puis de l'intérêt pour aller carrément vers un début de conquête certain parmi le public québécois qui l'a acclamé par centaines, debout bien souvent, lors de sa dernière tournée cet automne.

Pour le Québécois, c'est le choc ; puis, patiente, l'identification se réalise. A travers une Bretagne exploitée, dépouillée, aliénée, folklorisée mais toujours grondeuse, c'est un Québec aux prises avec une situation totalement identique qui se fait jour.

Et lorsque le verbe de Glenmor éclate sur scène, c'est une poésie puissante qui est livrée, sur des thèmes solidement ancrés, la terre, la nature, la prééminence de l'homme, l'amour, la force, la vie, la beauté, la bagarre pour son sol. Glenmor au Québec, c'est l'homme qui livre le combat des derniers hommes libres des derniers coins de la terre dignes d'être encore vécus. Qu'ils s'appellent Bretons, Québécois, Basques, Kurdes, Palestiniens, etc...

Et pourtant, la tâche de Glenmor ne fut pas facile au Québec ; il lui fallait « déshectogoner » son œuvre, assouplir sa dénonciation de la collusion préfetures-archevêchés, guère mise à nu au Québec, sarcler le terrain des politiciens français, bref, la rendre pleinement accessible au public québécois.

Mais il est resté lui-même, c'est-à-dire l'homme debout au combat et tremblant devant la beauté des choses. Le public québécois l'a compris. Car Glenmor devient au Québec le phénomène ; le politique, le barde, le poète, tout cela en un seul homme.

En tête d'affiche cet automne dernier au Festival de la Bretagne devant un millier de personnes, Glenmor a sillonné la province pour une tournée d'une dizaine de galas.

Partout, le même public, attentif et chaleureux, faisant siens les refrains de colère et les accents d'amour de l'homme sur scène. Avec Glenmor, le public québécois a senti la féerie des printemps bretons, la douceur des veillées au coin du feu l'hiver en même temps que le sol de Bretagne frémissant sous la colère d'un peuple debout.

Marcel MARIOT



Photo M.P.B.

Quand mon ami Félicien Allavoine put enfin revenir en Bretagne sur le théâtre de ses exploits de 1944, il voulut mieux connaître un pays qu'il avait jugé drôlement original. Il arriva de sa Gaspésie natale flanqué d'une rude gaillarde au rire franc et de deux moufflets parfaitement désagréables. Pour deux mois il avait confié « sa barque de pêche à son frère ». Il aimait les poètes, je l'emmenai écouter Glenmor. C'était à Plouharnel en 72 sous le chapiteau munichois des fêtes de la bière.

Il fut conquis, émerveillé, transporté.

« Ouais », qu'il me dit « Y'a de grands poètes icite ». J'étais heureux qu'il fut de mon avis. On me dit que Glenmor est plus célèbre en Belgique qu'en France, je le crois sans peine. C'est que comme tout vrai poète il est universel et il faut être gens de lettres, imbécile et Français pour le traiter de « grand poète régional ». Misère !

Qui mieux que lui a su justifier notre triste époque de guerres crapuleuses à relents de pétrole où se compromettent pareillement les nations « idéalistes » d'Occident et les démocraties dites populaires. Mais les Kurdes comme les Biafrais en font les frais.

« le vaincu est brisé

« gloire aux lois du Talion

Ce sont aussi des « hommes de notre temps », ceux dont il dit :

« ils se voudraient condors

« et ne sont que corbeaux

Corbeaux oui, Franco, Hitler et la récupération des dents en or et de la graisse humaine des gazés des camps de la mort !

Et si vous croyez que les guerres d'antan étaient plus nobles, écoutez « les Croisades », certes

« le batelier a le cœur aux étoiles

« et le couchant se dore aux feux de la nuit

Mais pour un poète, que de rapaces qui seront successivement « du voyage, du carnage » et bien entendu « du partage ».

Mais un vrai barde est toujours un miroir de Toliesin à Baudelaire en passant par Villon.

Nous n'ignorons rien de l'âme ni du cœur de Glenmor. Nul n'est besoin de parcourir « Sables et dunes », il se livre tout entier dans ses poèmes :

« Dieu me damne

« si pour grimper les honneurs

« qui font rois les ratés de la terre

« il me faille renier l'âme et le cœur

« du paysan que fut mon père

« Dieu me damne.

Lisez encore « les larmes d'un copain » ou « le retour ». Retour chez lui, bien sûr quand lui monte aux narines :

« cette odeur de fumée

« piquée de gel

avant de voir venir « ailée de nuages »

« le sourire d'une mère

« cheveux blancs en bandeaux de lumière

Car pour le barde, un paysage, une parole, un geste, une rencontre (« War hent kêr Dundee ») peut déclencher la venue de l'Arven.

J'ai dit un barde. Non pas qu'il soit jamais grimpé sur un dolmen pour sonner du Korn-boud, mais le barde se reconnaît à ce qu'il a d'emblée l'oreille du peuple, justement parce qu'il porte en lui, l'amour de ce peuple, l'amour de la patrie. Et cet amour là éclate chez Glenmor. Dès son premier disque — un 45 tours vendu par notre coopé. Kornog — il y avait « Les Nations », et puis vint le fameux « Kan bâle Nevenoe » qui a toutes les allures d'un hymne national. Il y a l'admirable « Récit bardique » qu'il faudrait citer en entier. Et en corollaire de cette Bretagne idéale future, il y a une France hélas bien réelle.

Les magouillages U.D.R., le S.A.C., les barbouzes, Sanguinetti, Alain Delon, tout est dans « Sodome » :

« Sodome rime leurs noms, on les faits députés

« On y porte l'honneur à hauteur de braguette

« L'on s'y fait une gloire en y montrant son cul

A qui le comparer ? A personne. Un Hugo breton ? Un Lamartine plus viril ? Un Corbière — qui fut un grand celui-là. Non, Corbière était encore trop englué de Paris et d'ailleurs la Bretagne trop à genoux ne l'aurait pas compris, autrement. Merci.

Non, Glenmor c'est Glenmor, barde indépendant, phénomène unique contrairement à d'autres dont les œuvres s'étalent et qui ne font que du sous-Prévert, ou du sous-St-John Perse ou du sous-Keineg accommodé à la sauce révolutionnaire bretonne. C'est la mode. Aragon n'a pas dit de lui que c'est un grand poète ? Tant mieux Bon Dieu ! Nous n'avons plus besoin de personne maintenant pour découvrir nos gloires. Lui, c'est le peuple breton qui l'a consacré.

Sten Kidna

Peuples opprimés

GUYANE

Dans "la Voix des Travailleurs", organe de l'Union des Travailleurs guyanais, nous relevons cette importante déclaration signée par les organisations populaires représentatives du peuple guyanais :

"Les organisations soussignées :

— Conscientes du grave danger qui menace leur patrie la GUYANE et leur identité,

— Conscientes des richesses naturelles du Pays et de son inexistence économique,

— Conscientes que les Guyanais peuvent et doivent organiser, développer, mener à l'épanouissement le Pays géré par trois siècles et demi d'incurie et d'incapacité notoire de la France,

— Interprétant le silence coupable de tous les élus de notre Pays comme une approbation volontaire ou forcée du plan d'envahissement et d'anéantissement de la GUYANE que met en route le gouvernement colonialiste français,

— Rappelant la "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux" des Nations-Unies du 14 janvier 1960,

— Proclament la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme français en GUYANE sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations,

A cette fin notamment,

— Condamnent sans appel le plan STIRN de colonisation qui vise à noyer la population guyanaise, puis la faire disparaître sous une masse d'immigrants français,

— S'opposent à la distribution systématique et massive des terres, au détriment des Guyanais qui n'en possèdent pas et ne peuvent en obtenir, nos propres Communes elles-mêmes en étant dépourvues,

— Dénoncent cette politique de génocide, anachronique et rétrograde du plus pur style colonial du 18ème siècle qui viole délibérément les principes les plus élémentaires de la dignité humaine et qui est un défi cynique jeté à l'esprit de décolonisation de notre temps et à l'opinion mondiale tout entière,

— Appellent les forces démocratiques, les anticolonialistes, les gouvernements progressistes épris de justice et de paix, à se joindre aux efforts du Peuple Guyanais pour dénoncer et mettre en échec cette tentative raciste de la dernière heure d'un gouvernement colonial aux abois qui tente d'étouffer la volonté inébranlable de Libération Nationale du Peuple Guyanais.

LA BIGORNE
Discothèque
CONCARNEAU

IRLANDE : SOCIALISME ET LIBERATION NATIONALE

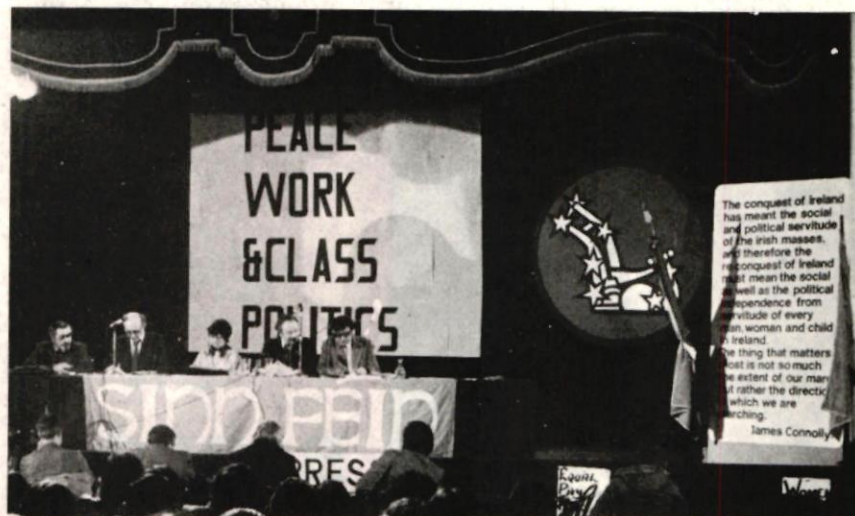
Le Sinn Fein a tenu à Dublin en janvier son 70^e Ard Fheis (Congrès annuel) où notre parti était représenté. C'est pour nous l'occasion de faire le point sur cette Irlande qui a connu l'une des plus longues luttes de libération du monde et qui est toujours divisée territorialement, déchirée par de sanglantes luttes fratricides et plus que jamais sous la botte impérialiste.

UNE INDEPENDANCE BIDON

Le Mouvement Républicain Irlandais remonte à la fin du 18^e siècle. Il eut au début de notre siècle des dirigeants marxistes liés au mouvement ouvrier international et qui ne concevaient pas de libération nationale sans libération sociale, d'action culturelle sans émancipation de la classe ouvrière. Mais ces dirigeants, au premier rang desquels James Conolly, furent tués dans la répression de l'insurrection de 1916, et quand l'état irlandais vit le jour en 1921, il tomba sous la coupe d'une droite appuyée sur la plus obscurantiste des Eglises Catholiques. L'impérialisme britannique gardait le contrôle économique de la nouvelle République et la mainmise directe sur six comtés autour de Belfast où s'établit une discrimination féroce à l'encontre des catholiques de souche irlandaise, les droits civiques étant pratiquement réservés aux protestants descendant souvent de colons.

UNE LUTTE QUI SE CHERCHE

Le Mouvement Républicain, c'est alors essentiellement un parti, le Sinn Fein, et une organisation militaire, l'I.R.A. qui tentera en vain jusque dans les années 60, de chasser l'armée britannique. Devant l'échec de l'action purement militaire, des militants lucides analysent la vraie nature de l'oppression en Irlande et retrouvent la tradition socialiste de Conolly : l'opposition sectai-



Cliché Le Peuple Breton

re entre catholiques et protestants au Nord divise les couches populaires au bénéfice des monopoles capitalistes, le gouvernement de Dublin est au service de ces mêmes monopoles, et il faut mener dans toute l'Irlande une lutte politique claire appuyée sur les masses populaires. Au Nord en particulier, le Mouvement Républicain lance une action de masse pacifique pour des droits civiques égaux pour tous, qui connaît un vif succès.

UN ACTIVISME IRRESPONSABLE

Mais au sein du mouvement, des éléments ultra-catholiques et anticommunistes s'opposent à la nouvelle ligne. Vaincus au Congrès, ils s'appuient sur des subsides fournis par la droite au pouvoir à Dublin pour fonder en 1969 leur propre parti, la « Provisional Alliance », avec sa branche militaire, l'I.R.A. provisoire. Les « Provisionals », ou « Provos » lancent une campagne terroriste en Irlande du Nord, et la

presse évite soigneusement de distinguer leur « I.R.A. » de l'I.R.A. officielle, cantonnée, elle, dans l'action défensive. L'escalade de violence entre Provos et milices fascistes protestantes (U.V.F.) a conduit l'Irlande du Nord à la situation que l'on sait. Et dire que les gauchistes français — entre autres — ont pris fait et cause pour les Provos !

UNE ANNEE DIFFICILE

Les gauchistes irlandais, eux, trotskystes surtout, faisaient de l'entrisme au Sinn Fein sans pouvoir en prendre le contrôle, d'où nouvelle scission et création l'an dernier d'un parti gauchiste, l'I.R.S.P., qui, au lieu d'attaquer l'impérialisme, eut le temps d'assassiner plusieurs militants du Sinn Fein avant d'être paralysé par des querelles internes.

Au début de l'automne dernier, le Mouvement Républicain menait au Nord une campagne contre le sectarisme et les meurtres de travailleurs par l'U.V.F. ou les Provos selon leur appartenance religieuse. Les Provos lancèrent alors un pogrom contre le Mouvement Républicain, tuant 8 personnes à Belfast dont une fillette de 6 ans, sous le regard complaisant de l'armée britannique qui leur avait confié un rôle de police supplétive dans les ghettos catholiques lors du cessez-le-feu de 1975. Gauchistes et nationalistes activistes ont donc administré cette année la preuve de leur rôle réel. Mais l'I.R.A. officielle s'est gardée de toutes représailles et c'est par une campagne de presse qu'a contre-attaqué le Mouvement Républicain, avec un retentissement tel qu'en dépit du sang versé, les Provos ont subi une défaite politique.

UN PARTI REVOLUTIONNAIRE RENFORCE

Le 70^e congrès concluait donc une année difficile et l'on pouvait craindre de trouver une organisation affaiblie. Au contraire, une assemblée de plus de 500 délégués de toute l'Irlande, un débat de haute tenue, démocratique et discipliné, laissent l'impression d'un parti uni et puissant. Les thèmes abordés (questions économiques concrètes, mécanismes de spoliation du peuple irlandais par les monopoles anglo-américains avec la complicité active des gouvernants locaux, droits civiques, droits des femmes, obscurantisme catholique, solidarité internationale, etc.), la maturité politique, montrent que le Sinn Fein est un authentique parti révolutionnaire, le seul qui compte en Irlande aujourd'hui, résolu à mener, à travers la lutte de libération nationale, une véritable politique de classe au service des travailleurs irlandais.

François LE GALL

Thomas McGIOLLA, Président du SINN FEIN



Cliché Le Peuple Breton

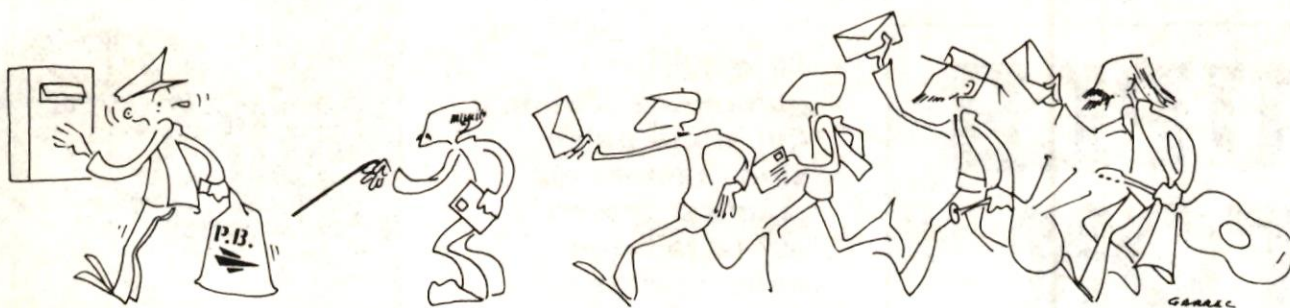
ger qui est l'ennemi réel, de juger quels moyens de lutte employer. Priorité à la paix pour pouvoir développer la lutte, avec une classe ouvrière organisée et de réelles chances de succès.

— Les relations internationales du Sinn Fein :

Elles ont augmenté considérablement au cours des trois dernières années, comme le montre le nombre de messages lus à ce Congrès. Nous les développons à la fois pour former nos militants sur la réelle signification de la lutte et les buts réels de l'impérialisme britannique et pour apporter notre aide aux peuples luttant contre des impérialismes comparables. Dans cette optique, nos liens avec les peuples de Bretagne, Catalogne, Galice, Pays-Basque à travers la déclaration de Brest sont importants, parce que ces luttes sont moins comprises que celles du Tiers-Monde, alors que les effets de l'impérialisme dans ces pays sont plus proches de la situation irlandaise. Mais nous pensons que des contacts maintenus et renforcés avec l'U.D.B. et le peuple breton sont importants pour nous comme pour le peuple breton, et en fait pour toute la lutte qui se développera en Europe dans les 10 ou 20 prochaines années.

— La priorité dans la situation actuelle :

A ce congrès, nous avons mis l'accent sur la paix. C'est inhabituel pour un mouvement révolutionnaire. Mais ce n'est pas une paix avec l'impérialisme britannique et les monopoles capitalistes que nous réclamons, c'est une paix entre les travailleurs artificiellement divisés sur une base religieuse. Toute la lutte est dévoyée dans le sectarisme et les travailleurs ne pensent plus qu'à sauver leur vie. Il nous faut une paix qui leur permette de réfléchir à la vraie nature de l'exploitation qu'ils subissent, de ju-



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

TROP JEUNE POUR MILITER ?

Lecteur depuis quelque temps du « Peuple Breton » je désirerais en connaître plus sur ce journal et l'U.D.B. Précisément, ayant 18 ans au mois de mai prochain, je voudrais savoir s'il existe dans votre parti des sections de jeunes de mon âge. Je pense que la formation des militants de l'U.D.B. devrait commencer assez jeune.

Y. Bailly,
Nantes

A 18 ans on peut fort bien militer à l'U.D.B. Mais si l'on se sent trop jeune pour cela, il y a les Jeunesses Démocratiques Bretonnes et leur journal « Yao » (écrire à J.Y. Simon, Le Poulic, 56440 Languidic).

gné et c'est avec autant de ferveur que j'allais chaque mois au bureau de tabac le chercher. Maintenant, j'attendrai le facteur...

En ce qui concerne votre combat, il sera mien dès que j'aurai un emploi stable, et par là-même le moyen de financer ma lutte et de militer au cœur même de l'entreprise où naissent les répressions et nos raisons d'agir.

J'ai déjà pris contact avec le dirigeant de la section Nantes-St-Herblain et avec un de vos militants qui habite près de chez moi...

Chantal Durand,
Orvault

DESAPPROBATION

L'éditorial du n° 146 de votre journal mérite une sévère critique... Au sujet des « preneurs d'otages » abattus, vous faites un faux procès d'intention à « l'approbation générale »... Ceux qui veulent prendre le risque d'être abattus doivent en subir les conséquences. Je considère que le régime que vous préconisez est très dangereux : pour un peu, ce sont les fauteurs à tous les niveaux que vous allez considérer comme des martyrs... La police doit donc être très ferme, en cela je l'approuve.

Sans partager la ligne de vue du gouvernement actuel, je ne partage pas non plus la mauvaise foi de l'U.D.B. lorsqu'elle écrit que « Giscard aborde la voie de Napoléon, de Bismarck, de Franco »... Un peu de pudeur : ne comparez pas un pays libre avec une dictature, qu'elle soit de droite ou de gauche...

Tout acte de terrorisme contre les biens publics ou privés, contre des personnes physiques quelles que soient les familles politiques auxquelles elles appartiennent, est inadmissible. La justice doit faire son devoir en arrêtant tout Breton ayant participé à un tel acte, et en le jugeant sévèrement qu'il soit d'un parti politique quelconque, ou non...

Votre engagement dans une pétition de solidarité envers tous les Bretons emprisonnés ne fait aucune distinction entre ceux qui peuvent être fautifs, et ceux qui sont innocents. Je trouve cette pétition de mauvais goût...

Le peuple est seul juge par les élections... Je crois au bon sens du peuple breton qui ne sera pas dupe aux prochaines élections si vous persistez dans cette voie...

Je vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments socialistes, respectueux de toutes les opinions, comme je tiens au respect de mes convictions.

E. Amice,
Brest

Voilà un an que je lis votre journal et j'ai voulu, avant de m'abonner, m'assurer qu'il ne me laisserait pas comme tant d'autres. Eh ! non, vous avez ga-

ET TOUJOURS LE SOUTIEN AUX EMPRISONNES

Bravo pour votre soutien aux Bretons injustement privés de liberté : les belles paroles ne suffisent pas, elles n'engagent pas beaucoup, et puis on en entend tellement... Le soutien matériel est une vraie preuve de solidarité : l'homme ne doit pas disparaître derrière les idées. Le combat pour la liberté doit être permanent car si l'on n'avance plus, c'est qu'on est déjà en train de reculer. En m'associant financièrement à votre action j'ai le sentiment profond d'être logique avec moi-même.

X...
Groix

Nous sommes ici quelques étudiants bretons à condamner les agissements répressifs de Poniatsky. Après la Corse cet été, voici la Bretagne en octobre. Nous condamnons les arrestations arbitraires du mois d'octobre qui, loin d'abattre les Bretons en lutte, ne font que prouver la faiblesse d'un gouvernement capitaliste incapable de résoudre les problèmes économiques et sociaux en général, et plus particulièrement ceux spécifiques aux peuples périphériques de l'hexagone. En fait, les droits légitimes de ces peuples ne pourront être reconnus que dans un état socialiste. C'est pourquoi il nous faut lutter pour le socialisme tout en n'oubliant pas que nous sommes des périphériques voulant vivre décemment, sans être contraints à l'exil...

Le Cercle breton
de Chatenay-Malabry

**Librairie
Bretonne**

LIVRES
NEUFS
& ANCIENS

Spécialité :
OUVRAGES
EN LANGUE
BRETONNE

G. GIRAUDON
Tél. : 35-04-90

30, rue de Kerampont, 22300 Lannion

LA J.O.C. ET LES MANIFESTATIONS

Je suis d'accord avec votre analyse sur les sondages du n° 146. Mais que vient y faire cette photo d'une manifestation de la J.O.C. avec le commentaire « Manifestation des jeunes contre le chômage : une conscience bretonne qui s'affirme » ? J'ai une conscience ouvrière et bretonne comme beaucoup d'autres, et je ne la dois en rien aux curés et à leurs mouvements de jeunesse.

Camarades, n'oubliez pas que les seuls représentants de la classe ouvrière, ce sont d'abord les organisations syndicales des travailleurs, et non point ces organisations d'idéologie religieuse qui, malgré leur infiltration dans le monde ouvrier, seront toujours en dehors de la lutte des classes.

D. Dupont,
Nantes

LE P'TIT BAR

Chez Pierrot

Sur le Pont de Rohan

LANDERNEAU

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST - Tél. 44-33-21

Leçons de musique
Instruments de musique
et partitions

VANNES - MUSIQUE

P. LOHÉRIC

48, rue Maréchal Leclerc 56000 VANNES

Ventes et réparations

CLASSIQUE
VARIÉTÉS

POP
JAZZ
FOLK

Votre disquaire à BREST :

disco

39, rue Jean-Jaurès — BREST
DISQUES BRETONS ET CELTIQUES



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin — BREST

☎ 44.56.65.

Guinness à la pression

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 — 29273 BREST CEDEX

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1)
étranger : 30 F (1)
de soutien : à partir de 30 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 45 F (1)

A partir du N° _____ inclus

Joindre le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat-lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**POBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 10 F (1)
de soutien : à partir de 20 F (1)
un réabonnement (1)

A partir du N° _____ inclus

Joindre le règlement par chèque postal (1)
mandat-lettre (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

« La meilleure garantie de soutien que nous puissions donner aux peuples opprimés est le fait que nous pouvons nous-mêmes nous libérer. »

SOMMAIRE

PAGE 2
L'UDB AUX
CANTONALES

PAGE 5
CHIFFRES POUR
UN COMBAT

PAGE 5
LORIENT-SOGEMAT
LES PIRATES A
L'ŒUVRE

PAGE 6
LA SOLIDARITÉ
BRETONNE

PAGE 7
ROSPORDEN-
DONVAL, L'USINE
AUX TRAVAILLEURS

PAGE 10
ET S'IL Y AVAIT DU
PÉTROLE

PAGE 10
CHRONIQUE DES
MARINS

PAGE 11
LE PROBLÈME
BRETON DE BREST
A NANTES

PAGE 15
COURRIER
DES LECTEURS

EXCLUSIF :

Une déclaration de
CATHAL GOULDING
chef d'état major de
l'IRA [OFFICIELLE]

Notre lutte, en Irlande, est une lutte pour notre libération nationale et pour la justice sociale. Nous ne pouvons espérer établir notre indépendance nationale et notre indépendance sociale sans nous trouver engagés dans la révolution internationale. Notre lutte, ici en Irlande, est, par exemple, la lutte des Bretons, la lutte de la classe ouvrière anglaise, la lutte de la classe ouvrière au Pays de Galles et en Ecosse ; c'est la lutte de la classe ouvrière dans tous les pays capitalistes du monde.

Nous considérons la lutte de libération nationale que nous menons ici comme un simple moyen au service d'une fin. Ce moyen consiste à établir notre contrôle

sur notre pays et, grâce à ce contrôle, à promouvoir l'émancipation des classes asservies en Irlande, en premier lieu la classe ouvrière, et à éliminer le sectarisme. Alors, nous pourrions avancer et nous engager dans la lutte pour la paix et la justice internationales, c'est-à-dire la lutte pour l'émancipation de l'humanité dans le monde entier. Nous pensons que le meilleur moyen pour nous en Irlande, d'aider les peuples asservis en Europe, en Afrique, en Asie ou en Amérique, est d'établir notre propre indépendance nationale et de là nous engager dans la lutte pour l'émancipation de l'humanité ailleurs.

Beaucoup de gens en Irlande nous ont reproché de n'être pas assez actifs à propos de la lutte du peuple vietnamien contre les

fantoches et les forces américaines d'occupation au Sud-Vietnam, ou contre les fantoches et les forces d'occupations américaines en Corée du Sud, mais je pense que pour nous la manière appropriée d'aider le peuple du Sud-Vietnam, ou de Corée du Sud, ou d'Angola, ou les Bretons contre la domination de leur pays par l'Etat capitaliste français est de nous mettre d'abord en état de contrôler notre propre pays et de pouvoir les soutenir. Cela ne veut pas dire que nous devons rester silencieux sur une injustice où que ce soit dans le monde ; cela veut dire que nous devons donner notre appui, mais le seul appui qui puisse être donné pour le moment est un appui pour ainsi dire moral. Nous avons ici en Irlande une lutte difficile et nous devons faire face aux gens de l'I.R.A. provisoire, qui sont une organisation ultranationaliste et semi-fasciste, prête à accepter la libération nationale comme une fin en soi, sans remettre en cause le système capitaliste imposé par l'impérialisme britannique. Mais notre conception de la lutte de libération nationale est qu'il s'agit simplement d'une méthode ou d'un moyen de prendre le pouvoir dans un pays, dans lequel vous allez plus loin et réalisez l'émancipation de la classe ouvrière. Ayant fait cela, vous allez plus loin encore et vous vous engagez dans la lutte de toute l'humanité.

Le combat du peuple breton pour sa propre émancipation, celui des Basques ou celui des peuples dominés en Europe, en Afrique, en Asie, en Amérique ou ailleurs est notre lutte et notre lutte est leur lutte. Et la seule garantie de soutien que nous puissions leur donner est le fait que nous pouvons nous-mêmes réussir, comme la seule garantie de soutien qu'ils puissent nous donner est la garantie qu'ils peuvent réussir.

Cathal Goulding,

Déclaration faite au délégué de l'U.D.B. au 70ème Ard Fhais (congrès) du Sinn Féin.

Dublin, le 17 janvier 1975.



« Nous devons faire face aux Provos, une organisation ultra-nationaliste et semi-fasciste ».

EOLAS

Composition mécanique - Lorient
Imprimerie Cornouaillaise - Quimper
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. N° 41.387
Tirage 8 300 ex. - Dépôt légal : 1^{er} trimestre
Directeur de la publication : R. Leprohon.